



EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

RAPPORT DE LA

MALAISIE

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement de la Malaisie est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la Malaisie.

Table des Matières

1 INTRODUCTION	3
2 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.....	3
2.1 Aperçu général.....	3
3 ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	8
3.1 Aperçu général.....	8
3.2 Initiatives de facilitation des échanges	8
3.3 Système commercial multilatéral.....	16
3.4 Évolution des ALE.....	17
3.5 ASEAN	20
3.6 Coopération économique Asie-Pacifique.....	22
4 DIFFICULTÉS ET POSSIBILITÉS LIÉES À L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR	22
4.1 Aperçu général.....	22
4.2 Brexit.....	23
4.3 La politique commerciale des États-Unis	23
4.4 Initiative "Ceinture et route"	23
4.5 Résolution de l'UE sur l'huile de palme et la déforestation des forêts tropicales humides	24
5 POLITIQUES SECTORIELLES.....	25
5.1 Secteur manufacturier.....	25
5.2 Secteur agricole	26
5.3 Secteur des services	27
6 AUTRES POLITIQUES INTÉRIEURES	32
6.1 Loi de 2010 sur la concurrence.....	32
6.2 Loi de 2010 sur le commerce stratégique	33
6.3 Politique nationale sur la diversité biologique pour 2016-2025	33
6.4 Loi de 2016 sur les sociétés	34
6.5 Commerce électronique et économie numérique en Malaisie	35
7 PERSPECTIVES FUTURES.....	36

Tableaux

Tableau 2.1 Liste des grands axes et nombre d'objectifs fixés (indicateurs clés de performance) dans le onzième Plan de la Malaisie	3
Tableau 3.1. Commerce extérieur de la Malaisie 2013-2017	8
Tableau 3.2 Les six programmes à impact élevé du Plan directeur pour les PME.....	14

1 INTRODUCTION

1.1. Il s'agit du septième examen de la politique commerciale de la Malaisie dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le commerce a toujours été un moteur de croissance et continue de jouer un rôle important dans l'économie malaisienne. La politique commerciale nationale vise à créer un environnement commercial libre et équitable en vue de faire du pays l'une des nations commerçantes les plus compétitives d'ici à 2020.

1.2. Les résultats commerciaux de la Malaisie ont continué à s'améliorer pendant la période considérée, en dépit de l'incertitude régnant sur le marché mondial, de la faiblesse de la demande globale, des prix des produits de base et de l'instabilité des marchés financiers dans les grandes économies. Au niveau national, les politiques restent axées sur les branches de production à forte valeur et à forte intensité de connaissances. Dans le but de devenir une nation à revenu élevé d'ici à 2020, la Malaisie a mis l'accent sur la nécessité d'intégrer les entreprises nationales dans les chaînes de valeur mondiales et de tisser des liens commerciaux avec de nouveaux marchés.

1.3. L'OMC constitue un facteur important dans la politique globale de la Malaisie en matière de commerce et d'investissement. Le système commercial multilatéral fondé sur des règles crée des débouchés pour les entreprises malaisiennes grâce à la libéralisation des échanges dans un environnement commercial équitable. Pour compléter le processus multilatéral, la Malaisie continue de négocier des accords commerciaux bilatéraux, régionaux et plurilatéraux en vue d'obtenir un accès préférentiel et effectif aux marchés.

1.4. Outre les relations économiques avec les pays de l'ASEAN et d'autres partenaires économiques clés tels que la Chine, l'Union européenne (UE), les États-Unis et le Japon, la Malaisie travaille également activement à promouvoir les échanges avec de nouveaux marchés en Afrique, en Amérique latine et en Asie occidentale. Pour accélérer la croissance d'une nouvelle vague d'exportations, le secteur des services, ainsi que les petites et moyennes entreprises (PME), ont été identifiés comme les domaines cibles à mettre en avant dans le onzième Plan de la Malaisie pour 2016-2020.

2 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

2.1 Aperçu général

Économie nationale

2.1. Les politiques de planification cohérentes introduites par le gouvernement en matière économique et industrielle, en particulier le Plan quinquennal de la Malaisie et le nouveau modèle économique (NEM), ont identifié des objectifs économiques spécifiques et des lignes directrices sectorielles pour le développement du pays. Les principaux domaines ciblés par ces politiques feront l'objet d'une mise en œuvre énergique afin d'atteindre les objectifs de croissance fixés par le gouvernement.

2.2. Le onzième Plan de la Malaisie, lancé en mai 2015, met non seulement l'accent sur le développement économique, mais il souligne aussi en particulier la nécessité de renforcer l'inclusion. Un mécanisme de suivi a été mis en place pour faire en sorte d'atteindre tous les résultats. Outre la stratégie en matière d'inclusion, l'augmentation de la croissance de la productivité et la promotion d'investissements de qualité dans les branches de production à plus forte valeur ajoutée sont également mises en évidence. Les grands axes énoncés dans le onzième Plan de la Malaisie et le nombre d'objectifs fixés (indicateurs clés de performance) figurent dans le tableau suivant.

Tableau 2.1 Liste des grands axes et nombre d'objectifs fixés (indicateurs clés de performance) dans le onzième Plan de la Malaisie

Grands axes	Détails	Nombre d'objectifs fixés
1	Renforcer l'inclusion pour promouvoir une société juste	17
2	Améliorer le bien-être de tous	15
3	Accélérer la valorisation du capital humain pour devenir une nation avancée	20

Grands axes	Détails	Nombre d'objectifs fixés
4	Poursuivre une croissance verte dans une perspective de durabilité et de résilience	10
5	Renforcer les infrastructures pour soutenir l'expansion économique	20
6	Réorganiser la croissance économique pour accroître la prospérité	29
Chapitre 9	Transformer les services publics aux fins de productivité	9
TOTAL		120

2.3. Le gouvernement est déterminé à assurer la croissance économique du pays en dépit des incertitudes extérieures. Pendant la période considérée, l'économie malaisienne a continué de suivre une trajectoire positive; elle a ainsi enregistré un taux de croissance moyen du PIB de 5,1% sur la période allant de 2014 à 2016. La croissance du PIB réel a atteint 6,0% en 2014, 5,0% en 2015 et 4,2% en 2016. Cet élan positif a été entretenu par la consommation et l'investissement privés. En 2016, le revenu national brut (RNB) par habitant de la Malaisie est passé à 9 850 dollars EU.

2.4. L'économie malaisienne a décollé au premier semestre de 2017. Au premier trimestre de cette même année, elle a enregistré une croissance solide de 5,6% par rapport à 2016. Elle a continué de résister au deuxième trimestre, avec une croissance de 5,3%. Pendant cette période, les dépenses de consommation ont augmenté de 7,1% par rapport à l'année précédente.

Résultats par secteurs

2.5. S'agissant de la production, tous les secteurs économiques ont continué de croître en 2016, à l'exception du secteur agricole. Le secteur des services, le secteur manufacturier et le secteur de la construction ont été les fers de lance de l'économie, avec des taux de croissance respectifs de 5,6, 4,4 et 7,4%. Ces trois secteurs ont contribué au PIB à hauteur de 81,8%. Le secteur minier a reculé de 2,2%, tandis que le secteur agricole a enregistré une croissance négative de 5,1%, la production d'huile de palme brute ayant été affectée par le phénomène météorologique El Niño.

2.6. Le taux d'inflation est passé à 3,1% en 2014, soit un des niveaux les plus élevés depuis 2008, en raison de la rationalisation des subventions aux combustibles introduite et mise en œuvre en décembre 2014. En 2015, le taux d'inflation est retombé à 2,1% suite à la chute des cours mondiaux du pétrole, et ce, malgré la mise en œuvre de la taxe sur les biens et services (GST). Le taux d'inflation est resté stable à 2,1% en 2016 en raison de l'effet de base réduit, de la restructuration du programme de stabilisation des prix de l'huile de cuisson qui est entrée en vigueur en novembre 2016, ainsi que de la remontée des prix de vente au détail de l'essence et du diesel.

2.7. La population active a continué d'augmenter régulièrement, passant de 13,9 millions de personnes en 2014 à 14,7 millions en 2016. Le taux de chômage demeure relativement faible (3,4% en 2016), le secteur des services étant la principale source d'emplois, avec 62,2%, devant le secteur manufacturier, avec 16,9%.

2.8. Le secteur des services a enregistré une croissance moyenne de 6,4% sur la période 2010-2016. Il représentait toujours la part la plus importante du PIB, soit 54,3% en 2016, contre 53,5% l'année précédente. Le secteur est en bonne voie pour atteindre l'objectif fixé dans le cadre du onzième Plan de la Malaisie, à savoir 56,5%.

2.9. Les résultats globaux du secteur manufacturier se sont considérablement améliorés en 2014, puisqu'ils ont affiché une croissance de 6,2%, contre un taux modeste de 3,4% en 2013. En 2015, le secteur manufacturier a enregistré une croissance modérée de 4,9%, due principalement à la vigueur persistante des branches de production axées sur les exportations, elles-mêmes dynamisées par une forte expansion du pôle de l'électronique et de l'électricité (E&E) et par la demande régionale soutenue de produits chimiques. Par ailleurs, les branches de production orientées vers le marché intérieur ont subi un ralentissement, principalement en raison de la croissance plus faible du pôle de consommation. D'autre part, en 2016, l'expansion des branches de production orientées vers le marché intérieur s'est renforcée en même temps que pour les secteurs axés sur les exportations, un mouvement accéléré par la reprise de la demande mondiale de semi-conducteurs au deuxième semestre. Cela a soutenu l'expansion du secteur manufacturier, qui a enregistré une croissance de 4,4%.

2.10. Le secteur manufacturier a continué de progresser, avec une croissance de 6,0% au deuxième trimestre de 2017, contre 5,6% le trimestre précédent. L'électronique, l'électricité et les instruments optiques ont alimenté pour l'essentiel l'élan de ce secteur, avec une croissance de 9,8% soutenue par une production plus élevée de semi-conducteurs et de produits électroniques grand public. En outre, la croissance des secteurs des huiles et graisses végétales et animales, et de la transformation des produits alimentaires, a également accéléré pour atteindre 10,4%.

2.11. La contribution du secteur agricole au PIB est tombée à 5,1% en 2016, contre 8,9% en 2015. La contribution de l'huile de palme a été très importante, avec 43,1%, devant les autres produits agricoles (19,5%), l'élevage (11,6%), la pêche (11,5%), la sylviculture et l'exploitation forestière (7,2%), et le caoutchouc (7,1%). Le secteur agricole a affiché une croissance modérée de 5,9% au deuxième trimestre de 2017, contre 8,3% le trimestre précédent. L'huile de palme et le caoutchouc ont continué d'afficher une croissance à deux chiffres, quoique moins soutenue, de 12,1% et 17,0%, respectivement.

2.12. En 2015, les exportations de produits de base et de produits dérivés ont augmenté de 583,9 millions de ringgit, soit 0,5%, pour atteindre 117,1 milliards de ringgit, contre 116,5 milliards de ringgit en 2014. En 2016, les exportations de produits de base et de produits dérivés ont encore augmenté de 4,9 milliards de ringgit, soit 4,19%, pour atteindre 122 milliards de ringgit. Cette hausse est due à la hausse des exportations d'huile de palme et de produits à base d'huile de palme, de bois d'œuvre et de produits à base de bois d'œuvre, ainsi que de cacao et de produits à base de cacao. Au premier trimestre de 2017, les exportations de produits de base et de produits dérivés ont augmenté de 7,8 milliards de ringgit, soit 28,4%, pour atteindre 35,4 milliards de ringgit, contre 27,6 milliards de ringgit à la même période en 2016.

2.13. Le secteur de la construction a enregistré une croissance moyenne exceptionnelle de 10,1% sur la période 2011-2015, qui correspond au dixième Plan de la Malaisie, surpassant ainsi les résultats de tous les autres secteurs économiques du pays. En 2014, le secteur a conservé une croissance à deux chiffres de 11,7%, ce qui constitue un record pour la troisième année consécutive (2012-2014). En 2015, la dernière année du dixième Plan, la croissance du secteur a baissé à 8,2% et, en 2016, elle est tombée à 7,4% suite au ralentissement des activités de construction de logements et d'ouvrages de génie civil. Au deuxième trimestre de 2017, la croissance du secteur a atteint 8,3%. Cette expansion continue est due à plusieurs projets de construction de très grande ampleur, et notamment le projet de transports publics rapides MRT, les centrales électriques au charbon de Manjung et Tanjung Bin, le projet de développement intégré du raffinage et de la pétrochimie (RAPID) de Pengerang, la phase 2 de la construction de l'autoroute Duta-Ulu Kelang (DUKE), et le projet LNG Train 9 de PETRONAS à Bintulu.

2.14. De 2014 à 2016, le secteur minier a enregistré un taux de croissance de 3,3, 4,7 et 2,7%, respectivement. Cette croissance est due pour l'essentiel à la hausse de la production de pétrole brut et de gaz liée à la multiplication des nouvelles activités et à l'exploitation de nouveaux gisements. La production de minéraux non métalliques a fortement augmenté sur la période (2014-2016), afin de satisfaire la demande intérieure liée aux projets d'infrastructure et de construction de très grande ampleur identifiés dans le Programme de transformation économique (ETP).

2.15. Sur la période 2014-2016, les investissements privés ont augmenté de 9,16% en moyenne. De janvier à mars 2017, les investissements privés ont augmenté de 14,8% par rapport à la même période en 2016, et l'investissement étranger direct (IED) net a augmenté de 9,0% par rapport à la même période en 2016.

2.16. Les dépenses de consommation privée ont augmenté de 6,3% par an entre 2014 et 2016, grâce à des conditions d'emploi stables, à une croissance soutenue des salaires, à une inflation maîtrisée et à l'aide publique aux ménages. Au deuxième trimestre de 2017, la consommation finale privée a augmenté de 7,1%, dynamisée par la hausse des dépenses consacrées aux denrées alimentaires et aux boissons non alcooliques, à la communication, et à l'hôtellerie-restauration.

2.17. L'épargne nationale brute est restée élevée, à 29,5% du RNB en moyenne sur la période 2014-2016, permettant à la Malaisie de financer ses activités économiques à l'aide de ressources nationales.

2.18. La Malaisie a maintenu un excédent de la balance des opérations courantes, ainsi qu'un bon niveau de réserves. En 2014, malgré un environnement commercial difficile, particulièrement au deuxième semestre, la balance des opérations courantes est restée excédentaire, avec 48,6 milliards de ringgit, soit 4,5% du RNB. Au deuxième trimestre de 2017, l'excédent de la balance des opérations courantes est passé à 9,6 milliards de ringgit, contre 5,3 milliards de ringgit le trimestre précédent. Cet excédent est dû à la baisse du déficit des comptes des services et des revenus, et à un excédent plus élevé du compte des marchandises, qui a atteint 27,0 milliards de ringgit.

2.19. Les réserves internationales de la Bank Negara Malaysia ont atteint 100,4 milliards de dollars EU (soit 431,0 milliards de ringgit) le 15 août 2017. Le niveau des réserves est suffisant pour financer 7,9 mois d'importations définitives et correspond à 1,1 fois le montant de la dette extérieure à court terme.

2.20. Le taux de croissance de l'investissement privé a atteint 10,8% sur la période 2011-2016. C'est le double du taux enregistré pour la période 2006-2010, qui était de 5,5%. La part de l'investissement privé dans l'investissement total est également passée de 55% en 2010 à 67% en 2016. Cela prouve la confiance des investisseurs privés dans la solidité de l'économie malaisienne.

Connectivité des transports

2.21. Les investissements dans les infrastructures de transport et le développement des services de transport sont des facteurs fondamentaux pour stimuler la croissance économique et sociale. Dans le cadre du onzième Plan de la Malaisie, le secteur des transports et de la logistique demeure un facteur de croissance crucial mettant à profit les nouveaux investissements dans les services routiers, ferroviaires et aériens pour dynamiser le développement régional.

2.22. À cette fin, la Malaisie est déterminée à entreprendre différents projets d'infrastructures de transport dans le cadre de ce onzième Plan. Certains projets de grande envergure ont été mis en œuvre. Il s'agit de la Ligne 1 du système de transports publics rapides de la Vallée du Klang (KVMRT), de la ligne de chemin de fer électrifiée à double voie qui relie Ipoh à Padang Besar, de l'extension du métro léger et de l'aéroport international de Kuala Lumpur 2 (KLIA2). Les projets futurs qui seront mis en œuvre dans le cadre du onzième Plan sont les suivants: l'autoroute Pan Bornéo, la Ligne 2 du système de transports publics rapides de la Vallée du Klang (KVMRT), la liaison ferroviaire de la côte Est (ECRL), la ligne de chemin de fer électrifiée à double voie qui relie Gemas à Johor Bahru et la ligne de chemin de fer à grande vitesse entre Kuala Lumpur et Singapour. L'expansion de ces réseaux créera de nouveaux corridors pour l'activité économique. Une meilleure intégration de ces différents modes de transport instaurera également une connectivité plus fluide pour les personnes et les marchandises. Le gouvernement continuera de coopérer avec le secteur privé pour créer un système logistique intégré. Associé à des mesures efficaces de facilitation des échanges, cela dynamisera encore le commerce de la Malaisie.

2.23. La priorité sera également donnée à la construction de routes pour connecter les villages entre eux, et avec les villes les plus proches. Dans le cadre du onzième Plan de la Malaisie, 3 000 kilomètres de routes asphaltées seront construites. Les liens entre les zones rurales et urbaines seront renforcés grâce à l'amélioration de la connectivité et de la mobilité pour favoriser une intégration économique accrue. Par exemple, l'autoroute Pan Bornéo devrait promouvoir une connectivité accrue pour la circulation des personnes, des marchandises et des services dans le Sabah et le Sarawak.

2.24. Pour accroître encore la connectivité rurale, le gouvernement a lancé le projet ECRL pour relier la Vallée du Klang à la côte Est. L'ECRL, une voie de chemin de fer de 688 kilomètres qui relie plusieurs communes et sera construite en plusieurs phases, changera la donne pour le corridor de la côte est de la Malaisie. Le projet peut accroître la croissance du PIB de cette région d'environ 1,5% et il contribuera à réduire l'écart entre les côtes ouest et est du pays. Il devrait être achevé d'ici juillet 2024.

2.25. La Malaisie continuera de renforcer la connectivité et la sécurité des services aériens dans les zones rurales en améliorant les aéroports destinés à recevoir des avions à décollage et atterrissage courts (adacports). La construction du nouvel aéroport à Mukah s'achèvera en 2018 et

le déplacement des aéroports du Sarawak vers des sites adaptés sera réalisé dans le cadre du onzième Plan.

Introduction de la taxe sur les biens et services (GST)

2.26. Le 1^{er} avril 2015, le gouvernement a mis en œuvre la GST pour remplacer le régime de la taxe sur les ventes et les services. La mise en œuvre de la GST fait partie du programme de réforme fiscale du gouvernement visant à simplifier le régime fiscal du pays pour le rendre plus efficace, plus transparent et plus propice à l'activité des entreprises.

2.27. En principe, la GST est imposée sur tous les biens et services, qu'ils soient produits dans le pays ou importés, au taux standard de 6%. Toutefois, certains biens et services ne sont pas soumis à la GST; ils se répartissent comme suit:

- i. Biens et services bénéficiant d'un taux nul:
 - biens et services imposables soumis à un taux nul, c'est-à-dire qui ne sont pas soumis à la GST, tant au stade des intrants qu'au terme du processus de production.
- ii. Biens et services exemptés:
 - biens et services non imposables qui ne sont pas soumis à la GST au terme du processus de production, c'est-à-dire lorsqu'ils sont fournis au consommateur. Cependant, la GST sur les intrants acquittée par les entreprises ne peut faire l'objet d'un crédit d'impôt.

2.28. Les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur ou égal à 500 000 ringgit sont tenues de s'enregistrer aux fins de la GST. Les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à ce seuil peuvent faire une demande d'enregistrement à titre volontaire. En juillet 2017, 448 159 entreprises (y compris celles ayant fait la démarche à titre volontaire) s'étaient enregistrées aux fins de la GST. En 2016, les recettes perçues au titre de la GST se sont élevées à 41,2 milliards de ringgit et elles devraient atteindre 41,5 milliards de ringgit en 2017.

Politique concernant le salaire minimum

2.29. Pour corriger les inefficacités du marché du travail, une politique concernant le salaire minimum a été mise en œuvre le 1^{er} janvier 2013. Les objectifs de cette politique consistent à faire en sorte de satisfaire les besoins fondamentaux des travailleurs et de leur famille, à leur fournir une protection sociale suffisante, à encourager les branches de production à monter dans les chaînes de valeur en investissant dans des technologies plus avancées, à augmenter la productivité du travail et à réduire la dépendance du pays à l'égard de la main-d'œuvre étrangère non qualifiée.

2.30. Pour atteindre ces objectifs, la politique est complétée par des mesures visant à accroître la productivité et consistant notamment à fournir des formations pour améliorer les compétences des travailleurs, à améliorer la qualité de l'enseignement, et à faciliter les investissements dans l'automatisation et les technologies de pointe.

Décret de 2016 sur le salaire minimum

2.31. Le 1^{er} juillet 2016, le Décret sur le salaire minimum est entré en vigueur. Il s'applique à tous les travailleurs des secteurs formels, y compris les étrangers, et prévoit un salaire minimum de 1 000 ringgit par mois en Malaisie péninsulaire et de 920 ringgit par mois dans le Sabah, le Sarawak et le Labuan. Le gouvernement fait strictement appliquer ce Décret grâce aux inspections réglementaires réalisées par le Département du Travail.

3 ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

3.1 Aperçu général

3.1. En 2016, la valeur des échanges a atteint 1 484 milliards de ringgit (357,8 milliards de dollars EU), soit une hausse de 3% par rapport à 2014, où elle était de 1 448 milliards de ringgit (442,8 milliards de dollars EU). Entre janvier et juillet 2017, la valeur des échanges a atteint 1 008 milliards de ringgit (230,5 milliards de dollars EU), soit une augmentation de 22,7% par rapport à la même période en 2016. Cette progression est due principalement au commerce avec l'ASEAN, la Chine, les États-Unis, l'UE, le Japon, l'Inde et le Taipei chinois.

Tableau 3.1. Commerce extérieur de la Malaisie 2013-2017

Année	Exportations totales		Importations totales		Balance commerciale		Commerce total	
	Milliards de RM	Taux de croissance (%)	Milliards de RM	Taux de croissance (%)	Milliards de RM	Taux de croissance (%)	Milliards de RM	Taux de croissance (%)
2013	719,99		648,69		71,30		1 368,69	
2014 ^a	765,42	6,3	682,94	5,3	82,48	15,7	1 448,35	5,8
2015	777,36	1,6	685,78	0,4	91,58	11,0	1 463,13	1,0
2016 ^b	785,93	1,1	698,66	1,9	87,27	-4,7	1 484,60	1,5
2016 (janvier-juillet) ^c	433,01	0	389,17	0	43,84	0	822,17	0
2017 (janvier-juillet) ^d	529,68	22,3	478,71	23,0	50,97	16,3	1008,00	22,7

a 1 \$EU: 3,3 RM.

b 1 \$EU: 4,1 RM.

c 1 \$EU: 4,1 RM.

d 1 \$EU: 4 RM.

3.2. Malgré des difficultés, les exportations sont passées à 785,9 milliards de ringgit (189,4 milliards de dollars EU) en 2016 contre 765,4 milliards de ringgit (233,9 milliards de dollars EU) en 2014, tandis que les importations ont atteint 698,7 milliards de ringgit (168,4 milliards de dollars EU) contre 682,9 milliards de ringgit (208,9 milliards de dollars EU). Au cours des sept premiers mois de 2017, les exportations ont augmenté de 22,3% à 529,6 milliards de ringgit (121,2 milliards de dollars EU), tandis que les importations ont augmenté de 23% à 478,7 milliards de ringgit (109,5 milliards de dollars EU), ce qui a généré un excédent commercial de 51,0 milliards de ringgit (11,7 milliards de dollars EU).

3.3. L'excédent de la balance commerciale de la Malaisie est passé de 82,5 milliards de ringgit (25,1 milliards de dollars EU) en 2014 à 87,3 milliards de ringgit (21,0 milliards de dollars EU) en 2016. Pendant la période allant de janvier à juillet 2017, l'excédent de la balance commerciale a augmenté de 16,3% par rapport à la même période en 2016.

3.2 Initiatives de facilitation des échanges

3.4. La Malaisie a mis en œuvre diverses initiatives visant à faciliter les échanges, et notamment les suivantes:

Politique nationale sur le développement et la mise en œuvre de la réglementation (NPDIR)

3.5. Conformément à la Politique nationale sur le développement et la mise en œuvre de la réglementation (NPDIR) lancée en juillet 2013, le Centre malaisien de la productivité (MPC) continue de promouvoir les bonnes pratiques réglementaires auprès des autorités fédérales, étatiques et locales. Plus de 300 coordonnateurs chargés de la réglementation ont été nommés au sein des ministères et des organismes gouvernementaux. Les ministères et les organismes gouvernementaux ont reçu une formation et des conseils spécifiques pour réaliser une évaluation de l'impact réglementaire (EIR). L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a fourni un soutien, des conseils et une assistance technique pour la mise en œuvre des bonnes pratiques réglementaires au niveau fédéral.

3.6. En 2017, les bonnes pratiques réglementaires ont été introduites auprès de certaines autorités étatiques et locales afin d'intégrer et de mettre en place une procédure normalisée, structurée et systématique pour évaluer la réglementation des activités commerciales.

Schéma directeur de la Malaisie pour la productivité (MPB)

3.7. Le onzième Plan de la Malaisie désigne la productivité comme étant un facteur capable de changer la donne et de faire de la Malaisie une nation inclusive à revenu élevé. Pour atteindre l'objectif de croissance de la productivité du travail de 3,7% par an sur la période couverte par le onzième Plan, le Premier Ministre a lancé le Schéma directeur de la Malaisie pour la productivité (MPB) le 8 mai 2017 pour offrir un cadre permettant de résoudre les questions et les difficultés liées à la productivité en suivant une approche globale et cohérente. Il prévoit une mise en œuvre guidée visant à accélérer les améliorations de la productivité, comme prévu dans le onzième Plan, selon les cinq grands axes stratégiques suivants:

- i. créer la main-d'œuvre du futur;
- ii. encourager la numérisation et l'innovation;
- iii. instaurer la responsabilité des branches de production en matière de productivité;
- iv. créer un écosystème solide; et
- v. établir un mécanisme de mise en œuvre efficace.

3.8. Sur la base de ces grands axes stratégiques, 10 initiatives nationales et 16 activités clés conduiront à une amélioration de la productivité à l'échelle du pays. Le MPC a pour mandat de superviser l'axe n° 4: créer un écosystème solide. Deux initiatives doivent être menées dans le cadre de cet axe:

- i. accélérer les efforts pour renforcer l'approche concertée à l'échelle du gouvernement visant à réduire les contraintes réglementaires; et
- ii. créer un mécanisme de responsabilisation pour la mise en œuvre des examens de la réglementation réalisés par le gouvernement.

3.9. Dans le cadre du schéma directeur, six priorités immédiates ont été identifiées comme étant susceptibles d'avoir une incidence décisive sur le processus d'amélioration de la productivité. Ces six priorités sont les suivantes:

- i. restructurer et améliorer la gestion des travailleurs étrangers;
- ii. encourager activement l'adoption de l'Industrie 4.0 par les entreprises dans les principaux secteurs économiques;
- iii. renforcer la numérisation dans les PME grâce au commerce électronique et à l'adoption de technologies innovantes;
- iv. intégrer les objectifs des entreprises en matière de productivité dans les processus de décaissement de nouveaux dons, incitations et prêts assortis de conditions libérales;
- v. supprimer les mesures non tarifaires qui entravent la croissance de l'activité commerciale et améliorer l'efficacité du secteur de la logistique; et
- vi. adapter le modèle de gouvernance pour ouvrir la voie aux changements profonds engendrés par la mise en œuvre du Schéma directeur de la Malaisie pour la productivité.

3.10. Différents processus et systèmes relatifs aux licences d'exportation et d'importation, aux permis et aux mécanismes d'approbation ont été identifiés comme étant des obstacles clés à la croissance de la productivité. À ce titre, l'une des priorités du MPB consiste à résoudre cette question en restructurant les mesures non tarifaires (MNT), y compris les règlements douaniers, afin de simplifier les processus et la réglementation applicables aux permis d'exportation et d'importation. Parmi les mesures de réforme, on peut citer les suivantes:

- i. accélérer la mise en œuvre d'un nouveau système douanier;
- ii. réduire la charge réglementaire en introduisant des procédures limitées dans le temps;
- iii. établir et institutionnaliser un mécanisme d'engagement pour la formulation d'une politique d'innovation permettant d'intégrer des technologies de rupture; et
- iv. accélérer la mise en œuvre du Plan directeur pour la logistique.

Libéraliser davantage les prescriptions en matière de licences d'importation

3.11. Dans le cadre d'un effort suivi de la facilitation des échanges, le gouvernement continue de réexaminer les prescriptions en matière de licences d'importation. Dans ce cadre, la prescription en matière de licences d'importation applicable aux autocaravanes, aux casques pour motocyclistes, aux pneumatiques usagés et à la farine a été abrogée en date du 1^{er} septembre 2016; la prescription est également abrogée pour 181 lignes tarifaires visant des produits en fer ou en acier en date du 1^{er} août 2017. La mesure d'application figure dans le Décret de 2016 et 2017 sur les douanes (prohibition des importations) (modification).

Modernisation des douanes

3.12. L'efficacité et l'efficience de l'administration et du fonctionnement des douanes jouent un rôle important dans la facilitation des échanges. Le Département des douanes royales malaisiennes (RMCD) poursuit ses efforts en matière de renforcement des capacités à l'intention du personnel douanier. En tant que membre actif de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), la Malaisie a adhéré à la Convention de Kyoto révisée et au Cadre de normes SAFE, et elle a soutenu d'autres outils et instruments de l'OMD.

3.13. Actuellement, le RMCD élabore un système douanier intégré qui remplacera le système d'information douanier existant. Le nouveau système renforcera les mesures de facilitation des échanges en permettant aux négociants de présenter, par le biais d'un portail électronique unique, tous les documents d'importation, d'exportation et de transit exigés par les organismes de réglementation.

3.14. La Malaisie a lancé son programme d'opérateurs économiques agréés (OEA) en janvier 2010 et à ce jour, 59 entreprises, dont des importateurs, des exportateurs et des fabricants, ont obtenu ce statut. Les entreprises agréées au titre de ce programme bénéficient d'une facilitation des procédures douanières, comme la réduction de la procédure d'inspection ou l'accélération du dédouanement des marchandises aux points de contrôle. En octobre 2017, la Malaisie a conclu un accord de reconnaissance mutuelle (ARM) avec l'administration des douanes du Japon; de Hong Kong, Chine; et de la Corée. Les entreprises agréées bénéficieront de la facilitation des procédures douanières dans ces pays.

Activités de promotion des exportations

3.15. En Malaisie, la promotion des exportations relève de la Société malaisienne de développement du commerce extérieur (MATRADE), notamment par son rôle de représentation dans 46 lieux répartis dans des grandes villes commerciales du monde entier. Les activités demeurent concentrées sur les foires commerciales internationales, les missions commerciales, les missions de commercialisation spécifiques et les programmes de jumelage d'entreprises. La MATRADE aide également activement les entreprises étrangères à trouver des fournisseurs de produits et de services malaisiens.

3.16. Le gouvernement a créé le Conseil national des exportations (NEC) en décembre 2014 dans le but de renforcer et d'accélérer la croissance des exportations du pays et de développer l'écosystème d'exportation de la Malaisie afin de permettre le développement des branches de production nationales. En résumé, le NEC, qui est présidé par le Premier Ministre, cherche à améliorer l'écosystème d'exportation en résolvant les problèmes qui entravent la croissance des exportations le long de la chaîne de valeur. À cet égard, on peut notamment citer la nécessité d'améliorer les infrastructures pour soutenir le commerce et de réduire les procédures réglementaires, les normes et la certification inutiles, les obstacles non tarifaires (ONT), l'accès aux marchés, la main-d'œuvre qualifiée et l'accès au financement.

3.17. Douze secteurs nationaux d'exportation clés sont visés à titre principal: l'électronique et l'électricité, les machines et le matériel, les produits pétrochimiques, les pièces détachées et composants pour automobiles, les dispositifs médicaux, l'huile de palme, l'agroalimentaire, le tourisme médical, le tourisme, les services de construction, les services liés aux TIC et l'éducation. Les initiatives menées visent à monter dans la chaîne de valeur des produits en renforçant les activités en aval. S'agissant de la promotion à l'étranger, les stratégies consistent notamment à renforcer la cohérence et à mieux coordonner l'action des différents ministères et organismes afin de renforcer l'image de marque nationale et de maximiser les résultats.

Promotion des investissements dans le secteur manufacturier et le secteur des services

3.18. La Malaisie a adopté une approche plus ciblée pour attirer des investissements de qualité dans les technologies de pointe, les secteurs à forte intensité de capital et de connaissances, les activités à forte valeur ajoutée, la R-D, ainsi que de nouveaux domaines de croissance. Cela s'inscrit dans le cadre des efforts accomplis par le gouvernement pour faire de la Malaisie un pays à revenu élevé d'ici à 2020. La stratégie consiste à tirer profit des grandes tendances en matière de développement pour cibler les produits qui suivent les avancées technologiques et les produits qui mettent en œuvre de nouvelles applications.

3.19. La Direction malaisienne du développement des investissements (MIDA) s'attache à promouvoir les produits de niche et les produits plus complexes dans le secteur manufacturier. Cette initiative stratégique a identifié trois sous-secteurs ayant un rôle de catalyseur, à savoir l'électronique et l'électricité, les machines et le matériel, et les produits chimiques, ainsi que deux sous-secteurs de croissance – l'aéronautique et les dispositifs médicaux. Ces trois sous-secteurs catalyseurs et ces deux sous-secteurs de croissance ont également été définis comme contribuant à accroître les activités d'exportation des entreprises manufacturières nationales. Dans le secteur des services, l'accent est mis sur les pôles principaux, la logistique, le commerce électronique, les technologies vertes et les énergies renouvelables, ainsi que la gestion des déchets.

3.20. Le rôle de la MIDA en tant qu'Agence principale pour la promotion des investissements (IPA) consiste d'abord à contacter les investisseurs, à évaluer les mesures d'incitation et à accompagner les investisseurs dans la mise en œuvre de leurs projets et dans la réalisation initiale des investissements pour s'assurer du respect des conditions requises. La MIDA offre aussi un soutien continu aux entreprises après la période de mise en œuvre. Parmi ses initiatives, on peut citer les suivantes:

- i. parfaire ses politiques d'investissement et poursuivre la collaboration et le dialogue avec les acteurs et les parties prenantes de l'industrie pour attirer des investisseurs dans tous les secteurs économiques;
- ii. organiser des visites de travail et des missions commerciales et d'investissement dans des pays ciblés pour créer de nouvelles possibilités d'investissement;
- iii. instaurer une coopération directe entre la MIDA et les organismes fédéraux et étatiques en vue de faciliter et d'attirer les investissements;
- iv. reconfigurer les processus opérationnels pour simplifier le processus d'approbation des droits d'importation et de la taxe sur les ventes; et
- v. créer l'Office de coordination et de collaboration en matière de mesures d'incitation (ICCO) au sein de la MIDA.

3.21. Pour aider les entreprises, la MIDA a créé des comités consultatifs industriels dans six secteurs: l'électronique et l'électricité, les machines et le matériel, les produits chimiques, l'aéronautique, les dispositifs médicaux et les produits pharmaceutiques. Cela est conforme à l'objectif du onzième Plan visant à faire monter ces secteurs dans la chaîne de valeur.

3.22. Comme indiqué lors du dernier examen, le gouvernement a établi cinq corridors de croissance économique afin de développer davantage les régions d'investissement stratégiques de la Malaisie. Les cinq régions économiques et corridors de croissance sont les suivants:

i. Iskandar Malaysia

- Située dans le Johor, l'Autorité chargée du développement régional d'Iskandar (IRDA) a été mise en place en 2006 au titre de la Loi de 2007 sur l'Autorité chargée du développement régional d'Iskandar (Loi n° 664). À ce jour, le montant total des investissements prévus cumulés enregistrés pour Iskandar Malaysia a atteint 237,37 milliards de ringgit, dont 129,97 milliards ont été réalisés, ce qui a permis de créer 729 310 emplois dans différents secteurs économiques.

ii. Région économique du couloir septentrional (NCER)

- L'Autorité chargée du développement du couloir septentrional (NCIA) a été lancée en 2007 par la Loi de 2008 sur l'Autorité chargée du développement du couloir septentrional (Loi n° 687) et est située dans le nord de la Malaisie péninsulaire. Un nouveau Schéma directeur 2.0 pour la NCER a été lancé en 2017; il se concentre sur 7 projets catalyseurs axés sur des nœuds de croissance, dont 28 projets dépassant les frontières et 45 projets localisés ayant un fort impact. À ce jour, la NCIA a réalisé des investissements pour un montant total de 84,57 milliards de ringgit et créé 92 732 emplois dans différents secteurs économiques.

iii. Région économique de la côte orientale (ECER)

- Le Conseil du développement de la région économique de la côte orientale (ECERDC) a été lancé en 2007 par la Loi de 2008 sur le Conseil du développement de la région économique de la côte orientale (Loi n° 688). Il couvre une superficie de 66 000 km² et comprend les États du Kelantan, de Terengganu et de Pahang, et le district de Mersing dans le Johor. Le Plan directeur pour le développement de l'ECER se concentre sur des initiatives clés dans les domaines suivants: tourisme; pétrole, gaz et pétrochimie; agriculture moderne; capital humain; secteur manufacturier; développement et activités des PME. Parmi les projets mis en œuvre dans le cadre du dixième Plan de la Malaisie figurent la plantation d'ananas intégrée du district de Rompin et le projet "Empower ECER". À ce jour, le montant total des investissements prévus cumulés enregistrés par l'ECERDC a atteint 104,28 milliards de ringgit, dont 41,17 milliards ont été réalisés, ce qui a permis de créer 151 779 emplois dans différents secteurs économiques.

iv. Couloir de développement de Sabah (SDC)

- L'Autorité chargée du développement économique et de l'investissement dans le Sabah (SEDIA) a été lancée en 2008 par la Loi de 2009 sur la constitution de l'Autorité chargée du développement économique et de l'investissement dans le Sabah. Les principaux domaines ciblés dans le SDC sont l'agriculture, le tourisme, la logistique et le secteur manufacturier, ainsi que le pétrole, le gaz et l'énergie, l'enseignement supérieur et l'huile de palme. À ce jour, le montant total des investissements prévus cumulés enregistrés par la SEDIA a atteint 162,96 milliards de ringgit, dont 62,33 milliards ont été réalisés, ce qui a permis de créer 184 209 emplois dans différents secteurs économiques.

v. Couloir d'énergie renouvelable de Sarawak (SCORE)

- L'Autorité chargée du développement des corridors régionaux (RECODA) a été lancée en 2008 par l'Ordonnance de 2006 sur l'Autorité chargée du développement du couloir régional de Sarawak. Elle couvre 70 708 km² de la région centrale du Sarawak. Cinq nœuds de croissance ont été identifiés, à savoir Samalaju, Mukah, Tanjung Manis, Tunoh et Baram, chacun ayant des priorités et des activités différentes. Par exemple, Samalaju est désigné comme le nouveau centre pour les industries lourdes et à forte intensité d'énergie, et Mukah deviendra une ville intelligente. Parmi les projets achevés par la RECODA, on peut citer une route de 66 kilomètres permettant d'accéder à la centrale hydroélectrique de Murum, et la phase 1 du parc industriel de Samalaju. À ce jour, le montant total des investissements prévus cumulés enregistrés par la RECODA a atteint 115,79 milliards de ringgit, dont 81,90 milliards ont été réalisés, ce qui a permis de créer 59 645 emplois dans différents secteurs économiques.

3.23. Les mesures de promotion de l'ensemble des agences pour la promotion des investissements (IPA) des niveaux fédéral et étatique sont étroitement coordonnées par la MIDA et sont alignées sur la politique globale du gouvernement en matière de développement. Les investisseurs potentiels bénéficieront d'une assistance par le biais de mesures de facilitation jusqu'à la mise en œuvre du projet. La MIDA, ainsi que les ministères et les institutions compétentes des niveaux fédéral et étatique, réagit également rapidement face aux difficultés qui surviennent après la mise en œuvre.

3.24. En outre, le Ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), ainsi que la MIDA et les autres ministères et organismes publics compétents, organisent et coorganisent régulièrement des activités telles que des tables rondes ou des séances de discussion avec les investisseurs et les chambres et associations professionnelles pour obtenir des renseignements actualisés sur les branches de production, et particulièrement les questions et les préoccupations auxquelles sont confrontées les entreprises.

3.25. Le gouvernement continuera d'adopter diverses mesures pour faciliter et soutenir les investissements dans le pays. Ces mesures consisteront notamment à ajuster minutieusement ses politiques d'investissement, ses catalyseurs et ses incitations fiscales et non fiscales, ainsi qu'à collaborer et à dialoguer en permanence avec les acteurs et les parties prenantes de l'industrie pour attirer des investisseurs dans tous les secteurs économiques.

Comité de l'investissement

3.26. Le Comité de l'investissement (CI) a été créé pour garantir une meilleure coordination des investissements entre toutes les branches du gouvernement et toutes les agences pour la promotion des investissements. Présidé par le Ministre du commerce international et de l'industrie, le CI a également pour rôle de contrôler et de faire en sorte que les objectifs du Programme de transformation économique (ETP) soient pleinement atteints. Les principales fonctions du CI sont les suivantes:

- i. collecter et organiser les données sur les investissements;
- ii. évaluer les déficits d'investissement; et
- iii. identifier les difficultés et les obstacles stratégiques à l'investissement, et y remédier.

Plan directeur pour les PME 2012-2020

3.27. Les PME jouent un rôle déterminant pour promouvoir la stabilité et le développement du pays car elles créent des emplois et alimentent le processus économique. Les PME représentaient 98,5% de l'ensemble des 907 065 établissements commerciaux recensés en Malaisie en 2016. Le Plan directeur pour les PME (2012-2020) continue de fournir les orientations générales pour le développement des PME en Malaisie.

3.28. Les données empiriques indiquent que six leviers de croissance contribuent aux bons résultats des PME malaisiennes, à savoir l'innovation et l'adoption de technologies, le capital humain, l'accès au financement, l'accès aux marchés, l'environnement juridique et réglementaire, ainsi que les infrastructures. Les difficultés qui entravent les résultats des PME dans chacun de ces domaines ont également été identifiées. Le Plan directeur proposait un Plan d'action pour résoudre ces difficultés simultanément. Le Plan d'action comprend six programmes à impact élevé, et notamment le Programme d'intégration du régime d'enregistrement des entreprises et de licences (programme n° 1), le Programme pour le développement des exportations (programme n° 4) et le Programme à vocation de catalyseur (programme n° 5), ainsi que 26 autres initiatives complémentaires choisies suite à des consultations avec le secteur privé, et confirmées par les résultats et les meilleures pratiques observés dans d'autres pays.

Tableau 3.2 Les six programmes à impact élevé du Plan directeur pour les PME

Programme n° 1: Programme d'intégration du régime d'enregistrement des entreprises et de licences	Programme n° 2: Plate-forme pour la commercialisation des technologies	Programme n° 3: Partenaire d'investissement des PME
Créer un point d'enregistrement unique en liant le Système national d'enregistrement des entreprises (MyCoID) actuel et le Système national de délivrance de licences (BLESS).	Établir un réseau national de plates-formes gérées par des acteurs privés pour promouvoir les idées innovantes depuis la phase de démonstration de faisabilité à celle de l'exploitation commerciale.	Apporter un financement initial en créant des entreprises d'investissement pour investir dans des PME potentielles, que ce soit sous la forme d'une créance, d'une participation au capital ou d'un financement hybride.
Programme n° 4: Programme pour le développement des exportations	Programme n° 5: Programme à vocation de catalyseur	Programme n° 6: Innovation inclusive
Offrir une assistance sur mesure aux nouveaux exportateurs et aux nouvelles PME qui se lancent sur de nouveaux marchés. Les PME prêtes à exporter peuvent bénéficier d'une assistance globale.	Créer des champions nationaux grâce à une approche ciblée et un soutien en matière de financement, d'accès aux marchés et de valorisation du capital humain.	Permettre aux 40% de personnes dont les revenus sont les plus faibles de profiter de l'innovation en transformant les communautés rurales au moyen d'un accompagnement.

3.29. Le Plan progresse de façon satisfaisante, puisque cinq des six programmes ont commencé à porter leurs fruits pour les PME. Une évaluation préliminaire de la mise en œuvre des programmes à impact élevé effectuée par la Banque mondiale montre que la plupart se situe à un stade avancé de mise en œuvre.

3.30. Le programme n° 1 axé sur la facilité de faire des affaires et visant à créer un portail unique pour l'enregistrement des entreprises et la délivrance de licences est déployé par étapes. Le 23 juin 2016, le Premier Ministre a officiellement lancé un portail d'information accessible au public, appelé MalaysiaBiz. À ce jour, un total de 2 918 licences délivrées par 508 autorités locales ont été mises en ligne sur ce portail; elles concernent 1 174 activités dans tous les secteurs économiques.

3.31. S'agissant notamment de l'innovation, depuis le début du programme n° 2 sur la plate-forme pour la commercialisation des technologies en mai 2014, 125 projets d'assistance intégrée ont été approuvés, 174 accords de licence ont été signés et 22 innovations ont fait l'objet d'une exploitation commerciale.

3.32. Par ailleurs, 156 PME dans 12 secteurs ont récolté les fruits de leur participation au programme n° 4 géré par la MATRADE visant à internationaliser les PME prêtes à exporter. Ces entreprises sont parvenues à concrétiser des contrats potentiels de vente à l'exportation pour un montant de 57 millions de ringgit dans 14 nouveaux pays explorés.

3.33. Les initiatives "Green SSL/LED" et "BioNext" dans le cadre du Programme à vocation de catalyseur (programme n° 5) ont été menées à bien. Dans le cadre de l'initiative "Green SSL/LED", 38 produits ont obtenu une certification internationale en 2016. L'initiative "BioNext" a également été menée à bien: dix entreprises participant au programme Oxford Accelerator ont mis en œuvre leurs plans d'action conçus individuellement pour devenir des entreprises à forte croissance. BioNext a été entreprise par le Groupement des PME de Malaisie en collaboration avec la Société

malaisienne de développement de la bioéconomie (Société de la bioéconomie). En 2017, l'accent sera placé sur la création de PME à forte croissance dans les secteurs de l'aéronautique, des dispositifs médicaux et des chemins de fer.

3.34. Pour les 40% de personnes situées au bas de la pyramide des revenus, l'innovation est facilitée dans le cadre du programme n° 6, qui est mis en œuvre par la Fondation malaisienne pour l'innovation, un organisme placé sous l'autorité du Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation (MOSTI). Depuis sa création, le programme a enregistré des résultats positifs, avec plus de 1 200 innovations. À ce jour, 44 innovations ont été sélectionnées au titre du programme; 15 d'entre elles sont prêtes à être diffusées et bénéficieront à 620 personnes dans 12 communautés.

3.35. En outre, le programme n° 3 est une initiative de cofinancement entre le gouvernement et des investisseurs privés visant à améliorer l'accès au financement pour les jeunes PME. Des capitaux de démarrage d'un montant total de 15 millions de ringgit ont été alloués au titre du programme, qui devrait commencer à la fin de 2017.

3.36. Un total de 26 initiatives complémentaires destinées à renforcer la réalisation des programmes à impact élevé en vue de concrétiser les objectifs du Plan directeur sont mises en œuvre avec de très bons résultats dans les domaines des réformes politiques, de la valorisation du capital humain et de la facilité de faire des affaires.

3.37. L'objectif ultime du Plan consiste à faire passer la contribution des PME à plus de 40% du PIB, 65% de l'emploi et 23% des exportations d'ici à 2020. En 2016, la contribution des PME au PIB est passée à 36,6% contre un peu moins de 30% en 2005, tandis que leur part de l'emploi est passée à 65,3% (2005: 56,8%) et leur part des exportations à 18,6% (2010: 16,4%).

Projet de loi nationale de 2016 pour le développement des PME

3.38. Au vu de l'importance des PME dans l'économie, le Groupement des PME de Malaisie finalise actuellement une loi spécifique pour le secteur des PME. D'après les différentes recherches réalisées, les pays ayant adopté une loi sur les PME ont enregistré un développement et une croissance considérables de leurs PME. Le cadre de la Loi a été élaboré sur la base de la situation et des conditions de l'activité des entreprises en Malaisie.

3.39. Le projet de loi vise à améliorer l'approche applicable aux PME et à l'activité entrepreneuriale en Malaisie, ainsi qu'à simplifier le cadre réglementaire et politique pour les PME. Il aborde six (6) domaines clés, à savoir les lignes directrices générales, le cadre institutionnel, l'accès aux marchés, les incitations spéciales telles que les normes de paiement ou les marchés publics, le financement des PME et les responsabilités des parties visées par le projet de loi.

Section de l'exécution des projets et de la gestion des résultats (PEMANDU)

3.40. En mars 2017, les attributions de la PEMANDU ont été transférées à la Section chargée de la prestation des services publics (CSDU) nouvellement créée, qui relève de l'Unité de la planification économique. La CSDU continuera de se concentrer sur la mise en œuvre des initiatives du Programme national de transformation.

Conseil du halal de la Malaisie

3.41. Dans le cadre de l'effort pour accélérer encore la croissance de l'industrie halal en Malaisie et renforcer le rôle directeur du pays dans le développement mondial du secteur, le gouvernement a lancé la création du Conseil du halal de la Malaisie (MHC). Le Conseil a été créé en juin 2016 sous la présidence du Vice-Premier Ministre malaisien. Il joue un rôle de conseil auprès du gouvernement, à la fois sur les questions religieuses et économiques relatives à l'industrie halal dans les domaines suivants:

- i. élaboration des politiques en matière halal;
- ii. suivi de la mise en œuvre des politiques, des orientations stratégiques et des programmes clés; et

iii. questions relatives au développement et à la gestion de l'industrie halal.

3.42. La Société de développement de l'industrie du halal (HDC), le Département du développement islamique de Malaisie (JAKIM) et le Département des normes de Malaisie s'occupent conjointement du secrétariat du Conseil. Dans le cadre de sa réponse stratégique continue pour encourager le développement du secteur halal en Malaisie, le pays a élaboré le premier Plan directeur de l'industrie halal (HIMP) (2008-2020). L'objectif de ce Plan consiste à faire de la Malaisie une référence mondiale pour le savoir-faire en matière d'intégrité halal, l'innovation, la production et le commerce dans plusieurs secteurs liés au halal. Le Plan prévoit que l'industrie halal contribuera au PIB à hauteur de 8,7% et aux exportations à hauteur de 50 milliards de ringgit d'ici à 2020. En 2016, l'industrie halal a représenté 7,5% du PIB du pays.

Plan directeur national pour la logistique et la facilitation des échanges

3.43. L'Unité de la planification économique (EPU) a élaboré le Plan directeur national pour la logistique et la facilitation des échanges afin de fournir un cadre stratégique et une feuille de route pour faire de la Malaisie la "Porte d'entrée préférée vers l'Asie en matière de logistique" d'ici à 2020 et au-delà. Au total, 21 plans d'action stratégiques doivent être mis en œuvre pour améliorer la productivité globale et mieux connecter les branches de production avec leurs marchés, tant au niveau national qu'international. Ces plans d'action sont soigneusement conçus pour surmonter les obstacles du secteur, stimuler le développement économique national et renforcer la position de la Malaisie dans la région asiatique.

3.44. Dans le cadre du Plan directeur pour la logistique et la facilitation des échanges, le MITI et le Ministère des transports visent à réduire les délais et les coûts pour accroître l'efficacité du transport intérieur, améliorer la connectivité du dernier kilomètre à Port Kelang et remédier aux obstacles observés au terminal de Padang Besar. Les plans d'action vont de pair avec la nouvelle méthode introduite par la Banque mondiale au titre du commerce transfrontalier dans le cadre du projet *Doing Business* et visent à améliorer les résultats de la Malaisie en matière de commerce transfrontalier.

3.45. La mise en œuvre des plans d'action dans le cadre du Plan directeur dépasse l'horizon 2020 et met l'accent sur la réduction des obstacles, l'accélération de la croissance nationale et la génération d'un impact régional.

3.3 Système commercial multilatéral

3.46. La Malaisie est un Membre actif de l'OMC et participe également à diverses organisations et instances internationales. Dans le cadre de l'OMC, elle prend part, à différents niveaux, aux réunions de plusieurs organismes et comités. La Malaisie a présidé l'Organe d'examen des politiques commerciales en 2014 et le Comité préparatoire de la facilitation des échanges. Elle a participé à la dixième Conférence ministérielle de l'OMC à Nairobi (Kenya) en 2015. Le 26 mai 2015, elle est devenue le cinquième Membre à ratifier l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE). Elle a ratifié le Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC le 10 décembre 2015.

3.47. Ces dernières années, la Malaisie a participé en tant que tierce partie à plusieurs procédures de règlement des différends commerciaux ayant une incidence sur les intérêts commerciaux du pays. Ces procédures visaient les prescriptions concernant l'emballage des produits du tabac, les mesures antidumping visant le biodiesel et les alcools gras, et les mesures d'incitation relatives aux cellules solaires et aux modules solaires.

3.48. En outre, la Malaisie participe activement à d'autres organisations et instances multilatérales telles que l'OCDE, le Forum économique mondial, le Forum économique islamique mondial, l'Association des pays riverains de l'océan Indien (IORA), le Commonwealth ou la Banque mondiale. Elle a accueilli le 25^{ème} Forum économique mondial sur l'ASEAN les 1^{er} et 2 juin 2016.

3.49. Tout comme 23 autres Membres de l'OMC, la Malaisie a adopté la "Déclaration ministérielle sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information" (ATI-II) le 16 décembre 2015. Son engagement concernant les 201 produits visés porte sur 410 lignes tarifaires (positions à 9 chiffres), dont 351 (86%) bénéficient déjà d'un taux nul (droit

d'importation nul). Les taux appliqués actuellement aux 59 autres lignes tarifaires varient entre 5 et 30% et seront progressivement supprimés dans un délai de 3 à 7 ans.

Mise en œuvre des engagements au titre de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE)

3.50. La Malaisie a notifié à l'OMC sa liste d'engagements au titre de la catégorie A le 22 juillet 2014; elle a officiellement accepté le Protocole le 26 mai 2015 et est ainsi devenue le cinquième Membre de l'OMC à le faire. Elle a inscrit toutes les dispositions dans la catégorie A, sauf les deux suivantes: l'article 7:8 sur les envois accélérés et l'article 11:9 sur le dépôt et le traitement préalables des documents relatifs au transit.

3.51. En 2015, la Malaisie a créé un Groupe de travail spécial sur la facilitation des échanges qui sert de comité national de la facilitation des échanges, pour suivre la mise en œuvre de l'AFE de l'OMC au niveau national. Ce Groupe de travail spécial est coprésidé par le MITI et le RMCD. Le Groupe de travail est composé de membres du gouvernement et du secteur privé, et a pour mandat de discuter des questions relatives au système de dédouanement des cargaisons, au commerce sans papier et à la sécurité des documents commerciaux, de stimuler les activités commerciales, de réduire le coût de l'activité commerciale, et d'assurer le suivi des engagements de la Malaisie au titre de l'AFE de l'OMC, ainsi que dans le cadre d'autres instances internationales.

3.52. Parmi les améliorations réalisées par la Malaisie pour se mettre en conformité avec l'AFE de l'OMC, on peut citer:

- i. la création du Centre national d'information sur le commerce de la Malaisie (MNTR) en octobre 2015 pour assurer la publication et la disponibilité des renseignements (article premier); et
- ii. l'introduction de bonnes pratiques réglementaires dans le secteur public pour fournir aux parties prenantes une plate-forme leur permettant de présenter des observations avant l'adoption de toute loi ou réglementation, ou avant tout examen des politiques du gouvernement (article 2).

3.53. Selon l'édition 2016 du *Global Enabling Trade Report* du Forum économique mondial, la Malaisie était classée au 37^{ème} rang sur 136 pays pour ce qui est de sa capacité à faciliter les flux transfrontières de marchandises vers leur destination. La plupart des 30 premières économies du classement sont des pays avancés, tandis que la Malaisie est classée au deuxième rang parmi les États membres de l'ASEAN.

3.54. La mise en œuvre de l'AFE de l'OMC accélérera le mouvement transfrontières des marchandises et leur dédouanement grâce à l'amélioration des procédures douanières. Cela renforcera encore la compétitivité de la Malaisie en tant que nation commerçante.

3.4 Évolution des ALE

Accords bilatéraux

3.55. Depuis le dernier examen, la Malaisie a signé l'Accord de libre-échange Malaisie-Turquie (MTFTA) le 17 avril 2014. Cet ALE est entré en vigueur le 1^{er} août 2015 et définit les engagements des deux pays concernant la libéralisation du commerce des marchandises. La Malaisie est parvenue à maintenir des préférences tarifaires analogues ou supérieures à celles accordées précédemment au titre du schéma SGP (Système généralisé de préférences) de la Turquie, et dont elle ne bénéficiait plus depuis le 1^{er} janvier 2014. Par conséquent, avec la signature et l'entrée en vigueur subséquente du MTFTA, les exportateurs malaisiens peuvent continuer à bénéficier d'un accès préférentiel au marché turc, tout en y restant compétitifs. La Turquie supprimera les droits pour 85,89% des lignes tarifaires. L'engagement de la Malaisie prévoit une réduction/suppression des droits pour 98,86% de l'ensemble des lignes tarifaires. L'ALE sera mis en œuvre dans un délai de huit ans.

3.56. Les négociations en vue de l'Accord de libre-échange Malaisie-Union européenne (MEUFTA) ont été officiellement ouvertes le 5 octobre 2010. Le MEUFTA est un ALE global qui couvre 16 domaines, dont l'accès aux marchés pour les marchandises, les services, l'investissement, la

politique de la concurrence, les droits de propriété intellectuelle, les marchés publics, ainsi que les questions de développement durable liées au travail et à l'environnement. En 2012, les négociations concernant le MEUFTA ont été suspendues. Aujourd'hui, on observe une nouvelle volonté politique de faire preuve de souplesse pour résoudre les difficultés et les questions qui restent en suspens dans les négociations.

3.57. Les négociations en vue d'un Accord de partenariat économique entre la Malaisie et l'Association européenne de libre-échange (MEEPA) ont débuté en mars 2014. Le champ des négociations est large et couvre plusieurs domaines, dont le commerce des marchandises, les services, l'investissement, les règles d'origine et la facilitation des échanges. À ce jour, huit séries de négociations ont été organisées.

Accords commerciaux régionaux

3.58. L'ASEAN occupe toujours une place importante dans l'environnement commercial régional de la Malaisie. La création de la zone de libre-échange de l'ASEAN (AFTA) lors du Sommet de l'ASEAN de 1992 visait à exploiter les possibilités et les complémentarités considérables qui existent dans la région afin de renforcer et d'approfondir les relations entre les pays de l'ASEAN. Le mécanisme principal permettant d'atteindre les objectifs de l'AFTA est le Tarif préférentiel effectif commun (CEPT). Le CEPT a été remplacé par l'Accord sur le commerce de marchandises de l'ASEAN (ATIGA), qui est entré en vigueur le 17 mai 2010.

3.59. L'ATIGA apporte une valeur ajoutée par rapport au CEPT au niveau des disciplines incluses. L'ATIGA comprend plusieurs éléments nouveaux visant à garantir la libre circulation des marchandises au sein de l'ASEAN, et notamment la libéralisation tarifaire, la suppression des obstacles non tarifaires, les règles d'origine, la facilitation des échanges, les procédures douanières, les normes et la conformité, et les mesures sanitaires et phytosanitaires. L'objectif de l'ATIGA est de s'aligner sur les principes clés des accords sur le commerce des marchandises conclus avec les partenaires de dialogue de l'ASEAN.

3.60. En plus de renforcer l'intégration entre ses membres, l'ASEAN coopère activement avec tous ses partenaires de dialogue, à savoir l'Australie, la Chine, la Corée, les États-Unis, l'Inde, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Russie et l'UE,

3.61. Ces dernières années, l'ASEAN a réexaminé ses ALE régionaux existants. S'agissant de la Zone de libre-échange ASEAN-Chine (ACFTA), le Protocole portant modification de l'Accord-cadre sur la coopération économique globale entre l'ASEAN et la Chine a été signé le 22 novembre 2015 lors du 27^{ème} Sommet de l'ASEAN. La modernisation de l'ACFTA vise à simplifier et à renforcer davantage la coopération économique, notamment par les modifications apportées à l'Accord concernant le commerce des marchandises, les services, l'investissement, et la coopération économique et technique.

3.62. Quant à l'ALE entre l'ASEAN et la Corée, le troisième Protocole de modification de l'Accord ASEAN-Corée sur le commerce des marchandises a introduit de nouveaux engagements concernant les procédures douanières et la facilitation des échanges, et il a donné juridiquement effet à l'inclusion dans l'Accord des listes de réductions tarifaires ligne par ligne des Parties. Le troisième Protocole a été signé par toutes les Parties le 22 novembre 2015. À ce jour, sept Parties ont ratifié le Protocole: la Corée, la RDP lao, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

3.63. Suite à leur signature par toutes les Parties en 2014, l'Accord sur les services et l'Accord sur l'investissement entre l'ASEAN et l'Inde sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2015. L'Accord sur le commerce des services entre l'ASEAN et l'Inde a été ratifié par l'Inde et huit États membres de l'ASEAN, à l'exception du Cambodge et de l'Indonésie. L'Accord sur l'investissement entre l'ASEAN et l'Inde a été ratifié par l'Inde et sept États membres de l'ASEAN, à l'exception du Cambodge, de l'Indonésie et de la RDP lao.

3.64. Les négociations portant sur les chapitres relatifs aux services et à l'investissement devant être incorporés dans l'Accord global de partenariat économique entre le Japon et l'ASEAN ont abouti et les textes devraient être signés d'ici la fin de 2017.

3.65. En mars 2017, lors des quizièmes Consultations entre les ministres de l'économie des pays de l'ASEAN et le Commissaire européen au commerce, les ministres ont chargé les hauts responsables des questions économiques de définir les paramètres d'un futur ALE ASEAN-UE et de faire rapport à ce sujet à la réunion ministérielle suivante, présidée par Singapour en 2018.

3.66. L'année 2016 a marqué le 20^{ème} anniversaire de l'ouverture du dialogue entre l'ASEAN et la Russie, un événement commémoré lors d'un sommet organisé à Sochi (Russie) les 19 et 20 mai 2016. La Russie avait présenté une proposition visant à lancer une étude de faisabilité conjointe pour une zone de libre-échange complet entre l'ASEAN et l'Union économique eurasiatique (UEE). À ce jour, les deux Parties sont convenues de la nécessité de se familiariser davantage avec la manière dont l'ASEAN et l'UEE fonctionnent avant de décider d'entamer une étude de faisabilité. Dans cette perspective, la Russie a présenté, en juin 2017, une note informelle sur les principes directeurs de l'UEE concernant l'ouverture de négociations visant à conclure des accords de libre-échange avec des pays tiers.

3.67. Le 21 novembre 2015, le dialogue ASEAN-États-Unis a atteint un niveau stratégique avec l'adoption d'une déclaration conjointe sur le Partenariat stratégique ASEAN-États-Unis. Les objectifs et la vision de ce Partenariat stratégique sont mis en œuvre dans le cadre du Plan d'action pour la mise en œuvre du Partenariat stratégique ASEAN-États-Unis (2016-2020).

3.68. Le premier Sommet autonome États-Unis-ASEAN s'est tenu dans la propriété de Sunnylands à Rancho Mirage, en Californie, les 15 et 16 février 2016. Le thème du Sommet était la "Promotion d'une communauté économique de l'ASEAN innovante et axée sur l'activité entrepreneuriale". Au cours du Sommet, deux initiatives ont été annoncées: US-ASEAN Connect et les ateliers sur le commerce États-Unis-ASEAN. Le projet US-ASEAN Connect donnera la possibilité à l'ASEAN et aux États-Unis de rester connectés grâce à un meilleur accès à l'expertise, aux informations et aux ressources du gouvernement des États-Unis et du secteur privé dans quatre domaines: les entreprises (Business Connect), l'énergie (Energy Connect), l'innovation (Innovation Connect) et les politiques (Policy Connect). Par ailleurs, les ateliers sur le commerce États-Unis-ASEAN ont pour but d'aider les pays de l'ASEAN à mieux comprendre les exigences liées à l'élaboration d'accords commerciaux de grande qualité.

3.69. En plus du Sommet, la troisième tournée de réunions des ministres de l'économie de l'ASEAN a été organisée juste après le Sommet de Sunnylands (Californie), les 17 et 18 février 2016. Axée sur l'innovation et l'activité entrepreneuriale, la tournée a encore renforcé les liens entre l'ASEAN et les États-Unis, et sensibilisé davantage à l'existence de l'ASEAN en tant que région et en tant que partenaire commercial essentiel des États-Unis.

3.70. Plusieurs autres initiatives ont également été mises en œuvre en 2016-2017 dans le cadre de l'Accord-cadre sur le commerce et l'investissement ASEAN-États-Unis (TIFA) et du programme de travail des initiatives E3 pour un engagement économique élargi. On peut ainsi citer:

- i. la finalisation et l'approbation par l'ASEAN et les États-Unis des textes de leur Coopération pour la transparence et les bonnes pratiques réglementaires et de leur Coopération en faveur de l'investissement international; et
- ii. le Dialogue ASEAN-États-Unis sur le commerce et l'environnement consacré à la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, qui s'est tenu les 5 et 6 novembre 2015 à Kuala Lumpur (Malaisie).

3.71. L'ASEAN et les États-Unis travaillent actuellement pour finaliser leur Coopération dans le domaine des services de télécommunication et des services liés aux technologies de l'information, ainsi que pour organiser un atelier sur le trafic d'espèces sauvages en 2017.

3.72. L'ASEAN et ses six partenaires de dialogue (Australie, Chine, Inde, Japon, Corée et Nouvelle-Zélande) ont lancé les négociations sur le Partenariat économique régional global (RCEP) en 2013. L'objectif du RCEP est de regrouper les six ALE conclus par l'ASEAN avec ses partenaires de dialogue en un seul accord commercial régional susceptible de contribuer au renforcement des chaînes de valeur régionales dans la région. À ce jour, 20 séries de négociations sur le RCEP se sont tenues depuis mai 2013. La 20^{ème} série s'est tenue du 21 au 28 octobre 2017 en Corée.

3.73. Le champ du RCEP est large et couvre les domaines suivants:

- i. commerce des marchandises;
- ii. commerce des services;
- iii. investissements;
- iv. coopération économique et technique;
- v. propriété intellectuelle;
- vi. politique de la concurrence;
- vii. règlement des différends;
- viii. commerce électronique; et
- ix. petites et moyennes entreprises.

3.74. Deux chapitres du RCEP, à savoir ceux portant sur la coopération économique et technique, et sur les petites et moyennes entreprises, ont été finalisés et font actuellement l'objet d'une vérification juridique.

3.75. L'Accord de libre-échange entre l'ASEAN et Hong Kong, Chine (AHKFTA) et l'Accord sur l'investissement entre l'ASEAN et Hong Kong, Chine (AHKIA) ont été conclus avec succès les 30 et 31 juillet 2017. Cela devrait permettre aux ministres de signer les deux accords en marge du 31^{ème} Sommet de l'ASEAN qui se tiendra en novembre 2017 aux Philippines.

3.76. La Malaisie fait partie des 12 pays qui participent aux négociations sur le Partenariat transpacifique (TPP). Les onze autres pays sont l'Australie, le Brunéi Darussalam, le Canada, le Chili, les États-Unis, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Viet Nam.

3.77. Signé par les 12 pays le 4 février 2016 à Auckland (Nouvelle-Zélande), l'Accord n'est pas encore entré en vigueur en raison du retrait des États-Unis le 23 janvier 2017. Actuellement, les onze autres pays du TPP dialoguent pour trouver une solution possible pour que l'Accord entre en vigueur.

3.5 ASEAN

Communauté économique de l'ASEAN (AEC)

3.78. L'intégration économique est un processus continu pour la Malaisie et les autres États membres de l'ASEAN. Créée en 2015, l'AEC constitue la première étape de ce processus. Le schéma directeur de la Communauté économique de l'ASEAN à l'horizon 2025 adopté ensuite présente les mesures qui seront mises en œuvre au cours des dix prochaines années pour faire de l'ASEAN une entité fortement intégrée, unie, compétitive et dynamique. Dans le cadre du nouveau schéma directeur, la croissance et le dynamisme de l'ASEAN en tant qu'entité économique devraient être générés, ou maintenus, en s'appuyant sur une forte croissance de la productivité, sur l'innovation, sur le recours aux technologies de l'information et de la communication, sur l'ajustement aux technologies de l'Industrie 4.0, sur la valorisation des ressources humaines et sur le renforcement de la participation de l'ASEAN à l'économie mondiale.

3.79. Les principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des mesures du Schéma directeur de l'AEC à l'horizon 2025 concernent la ratification en temps utile des accords/protocoles de l'ASEAN, ce qui a une incidence sur leur entrée en vigueur, l'harmonisation des initiatives régionales avec les lois et réglementations intérieures, et les obstacles nationaux à la mise en œuvre des engagements régionaux et spécifiques aux pays.

3.80. Au cours des dix prochaines années, la Malaisie et l'ASEAN continueront de mettre l'accent sur le développement et la promotion des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans leurs efforts d'intégration économique. Dans le même temps, la Malaisie et l'ASEAN exploiteront l'évolution des technologies numériques afin d'accroître les échanges et les investissements, de proposer une plate-forme commerciale électronique, de promouvoir une bonne gouvernance et de faciliter le recours aux technologies vertes.

3.81. L'ASEAN s'est engagée dans la bonne direction pour œuvrer à une intégration économique plus poussée. Cependant, la suppression des droits de douane ne suffit pas à elle seule. La Malaisie a souligné qu'en plus de mettre en œuvre les mesures du Schéma directeur de l'AEC à l'horizon 2025, il convenait de faire face en priorité aux ONT qui continuaient d'entraver le commerce et l'investissement entre les pays de l'ASEAN. La réactivation du Comité consultatif conjoint de l'ASEAN sur la facilitation des échanges (ATF-JCC) en 2015 est l'une des initiatives de la Malaisie pour réduire les ONT. L'ATF-JCC travaillera avec le secteur privé pour identifier, réduire et éliminer ces obstacles.

3.82. La 32^{ème} équipe spéciale de haut niveau sur l'intégration économique (HLTF-EI) adhère à la recommandation de la Malaisie visant à créer un cadre susceptible d'identifier clairement les actions que doivent mener les États membres de l'ASEAN pour surveiller, réduire et, à terme, éliminer les MNT/ONT qui continuent d'entraver l'expansion du commerce et de l'investissement intrarégional dans le cadre de l'AEC. Les quatre propositions clés sont les suivantes:

- i. élaborer des lignes directrices claires pour classer les MNT en tant qu'ONT;
- ii. mettre intégralement en œuvre tous les engagements prévus dans l'ATIGA à l'article 11 (Procédures de notification), l'article 12 (Publication et application des règlements relatifs au commerce), l'article 40 (Application des MNT) et l'article 42 (Élimination d'autres ONT);
- iii. élaborer un mécanisme et des procédures de contre-notification dans le cadre de l'ATIGA permettant, par exemple, à un État membre de l'ASEAN de notifier l'introduction de nouveaux MNT/ONT par un autre État membre; et
- iv. améliorer le système pour faire participer le secteur privé à l'identification des ONT.

3.83. Outre l'élimination des ONT entravant le commerce des marchandises, l'ASEAN s'attache à supprimer les obstacles et les restrictions au commerce des services. Cette initiative de libéralisation est mise en œuvre progressivement au titre de l'Accord-cadre de l'ASEAN sur les services (AFAS) sous la forme de dix ensembles de mesures, le premier datant de 1995. La libéralisation concerne 128 sous-secteurs de services, dont les transports aériens, les services financiers, les transports et la logistique, le secteur commercial, la construction, le tourisme, les équipements récréatifs, l'hôtellerie, les parcs à thème, la restauration, la distribution de gros et de détail, les services de santé, les hôpitaux privés et les services médicaux, et les services de conseil.

3.84. À ce jour, neuf ensembles d'engagements ont été conclus au titre de l'AFAS, le dernier ayant été signé le 27 novembre 2015 aux Philippines. Dans cet ensemble d'engagements, les États membres de l'ASEAN ont pris l'engagement de libéraliser un large éventail de secteurs et de sous-secteurs de services. Les offres de la Malaisie au titre du 9^{ème} ensemble visent au total 101 sous-secteurs de services, et notamment les soins de santé, les services relatifs au tourisme et aux voyages, les services informatiques et les services connexes, les télécommunications, les services fournis aux entreprises et les services professionnels, les services de distribution, les services de construction et les services connexes, le transport maritime et l'éducation. L'ASEAN a également signé sept arrangements de reconnaissance mutuelle dans les secteurs de l'ingénierie, de la comptabilité, de l'architecture, de la prospection, des soins dentaires, des services d'infirmières et des services médicaux pour compléter l'initiative de libéralisation en facilitant davantage la circulation des professionnels du secteur des services.

3.85. Le guichet unique de l'ASEAN (ASW) est une initiative régionale qui connecte et intègre les guichets uniques nationaux des États membres de l'ASEAN. L'ASW offre une architecture des TI sécurisée et un cadre juridique qui permettront aux organismes publics et à la communauté

commerciale d'échanger par voie électronique les données relatives aux échanges, au transport et au commerce. Actuellement, l'ASW permet l'échange du certificat d'origine intra-ASEAN (formulaire D) prévu dans l'ATIGA entre les États membres participants prêts à procéder à l'échange. La mise en œuvre effective de l'ASW devrait être opérationnelle en 2018.

3.86. L'ASEAN a également entamé un programme de travail sur les bonnes pratiques réglementaires pour 2016-2025, qui vise à :

- i. créer un organisme chargé des bonnes pratiques réglementaires;
- ii. définir les principes fondamentaux de l'ASEAN en matière de bonnes pratiques réglementaires; et
- iii. réaliser une étude initiale sur les systèmes de gestion de la réglementation dans l'ASEAN.

3.6 Coopération économique Asie-Pacifique

3.87. La Malaisie participe activement à la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et collabore avec les économies de l'APEC pour parvenir à la libéralisation et à l'ouverture du commerce et de l'investissement, conformément aux objectifs de Bogor. Elle a contribué aux initiatives de l'APEC visant à faire progresser l'intégration économique régionale dans les domaines des bonnes pratiques réglementaires, de la facilitation des échanges, et de la participation et de l'intégration des PME aux chaînes de valeur mondiales.

3.88. Pendant la période considérée (2014-2017), la Malaisie a notamment soutenu les initiatives de l'APEC en respectant son engagement de supprimer les droits, ou de ramener les droits à 5%, sur 54 produits inscrits dans la liste des biens environnementaux de l'APEC, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Le pays a également codirigé un projet d'intégration régionale axé sur l'intégration des PME qui sont des fournisseurs automobiles aux chaînes de valeur mondiales des fabricants d'équipements d'origine. Dans le même ordre d'idées, la Malaisie a également contribué au modèle d'activité des PME dit "En ligne-Hors ligne", qui vise à faciliter la croissance des PME, ainsi que leur intégration et leur internationalisation dans les chaînes de valeur mondiales.

3.89. La Malaisie a en outre lancé le Programme MyAPEC YouthConnect en octobre 2016, qui vise à cultiver les talents en Malaisie et dans l'APEC en tirant parti de l'intégration des économies de la région Asie-Pacifique. À ce jour, 28 jeunes ont participé à ce programme. De plus, la Malaisie a joué un rôle actif dans le processus de création de la zone de libre-échange Asie-Pacifique (FTAAP) et a contribué à l'étude stratégique collective sur les questions liées à la réalisation de la FTAAP.

4 DIFFICULTÉS ET POSSIBILITÉS LIÉES À L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR

4.1 Aperçu général

4.1. Certains craignent que la croissance économique mondiale, y compris dans les pays en développement tels que la Malaisie, ne soit affectée par les grandes décisions politiques prises par d'autres pays, y compris le Brexit, la nouvelle politique commerciale des États-Unis, l'incertitude sur le TPP, les changements structurels en Chine et l'instabilité des cours du pétrole. Cependant, en 2016, les échanges de la Malaisie ont bien résisté malgré la persistance des incertitudes de l'environnement mondial. L'économie malaisienne étant très ouverte, avec des exportations et des marchés diversifiés, la structure commerciale du pays a partiellement atténué les effets négatifs résultant de l'évolution des politiques de certains de ses principaux partenaires à l'exportation.

4.2. Le gouvernement répond également à ces dynamiques mondiales en adoptant des mesures de réforme structurelle qui favorisent la diversification des échanges et des investissements, la compétitivité, ainsi que la progression des branches de production dans les chaînes de valeur. Le gouvernement continue de prendre les mesures de politique nécessaires pour faire en sorte que les exportations du pays ne soient pas discriminées et bénéficient de conditions de concurrence équitables, tout en maintenant un environnement propice au commerce et à l'investissement. La Malaisie est fermement convaincue qu'un environnement commercial libre, juste et prévisible est vital pour sa participation aux activités commerciales internationales.

4.2 Brexit

4.3. L'incidence du Brexit sur le commerce et l'investissement en Malaisie demeure incertaine étant donné le stade précoce des négociations entre Londres et Bruxelles. En outre, étant donné que le Royaume-Uni n'a commencé à discuter de ses engagements dans le cadre de l'OMC que récemment, on ignore encore quelle sera l'incidence du Brexit sur la Malaisie. Par ailleurs, suite à nos consultations préliminaires avec les milieux d'affaires, la tendance est généralement à l'optimisme.

4.4. Les échanges entre la Malaisie et le Royaume-Uni ont atteint 3,7 milliards de dollars EU en 2016. Sur la période de janvier à août 2017, leurs échanges ont augmenté de 8,3% par rapport à la même période en 2016. En 2016, parmi les pays de l'UE, le Royaume-Uni était le troisième partenaire commercial et la troisième source d'investissement de la Malaisie.

4.5. Le Brexit pourrait également être une source de possibilités pour la Malaisie. Celle-ci pourrait attirer les investissements provenant du Royaume-Uni dans certains secteurs à forte valeur ajoutée, certains secteurs axés sur les technologies ou certains secteurs de services. En 2016, l'IED du Royaume-Uni vers la Malaisie a atteint 5,2 milliards de ringgit (1,25 milliard de dollars EU), tandis que l'IED de la Malaisie vers le Royaume-Uni s'est établi à 3,3 milliards de ringgit (0,8 milliard de dollars EU).

4.6. Il y a également plus de chances que le Royaume-Uni conclue des arrangements commerciaux bilatéraux plus ciblés avec les économies asiatiques, dont la Malaisie. Les entreprises britanniques pourraient aussi explorer de nouveaux débouchés dans un environnement plus concurrentiel et favorable à l'activité des entreprises comme la Malaisie, laquelle pourrait devenir une porte d'entrée pour étendre leurs activités dans l'ASEAN. Quel que soit le résultat du Brexit, la Malaisie continuera de développer son dialogue régional avec l'UE et sa relation bilatérale avec le Royaume-Uni pour créer un environnement du commerce et de l'investissement qui soit transparent, libéral et mutuellement avantageux.

4.3 La politique commerciale des États-Unis

4.7. La Malaisie et les États-Unis ont établi depuis longtemps un partenariat favorable et fructueux en matière de commerce et d'investissement. Les États-Unis sont l'un des trois principaux partenaires commerciaux de la Malaisie qui, pour sa part, figure parmi les 20 premiers partenaires des États-Unis. Toutefois, les politiques de commerce et d'investissement des États-Unis à l'égard de l'ASEAN, y compris de la Malaisie, manquent actuellement de clarté.

4.8. La politique dite de "l'Amérique d'abord" ("America First") introduite par les États-Unis est une source de préoccupation majeure pour un petit pays commerçant tel que la Malaisie. En outre, les nouvelles réformes fiscales des États-Unis pourraient également influencer les décisions commerciales des entreprises multinationales qui ont établi des activités stratégiques régionales en Malaisie.

4.9. Cependant, la Malaisie est déterminée à promouvoir un environnement du commerce et de l'investissement transparent et libéral, notamment dans le cadre du système commercial multilatéral fondé sur des règles de l'OMC. Elle se réjouit d'établir un partenariat de commerce et d'investissement structuré et équitable avec les États-Unis en s'appuyant sur les plates-formes bilatérales, régionales et multilatérales existantes, telles que l'Accord-cadre sur le commerce et l'investissement (TIFA), l'APEC ou l'OMC.

4.4 Initiative "Ceinture et route"

4.10. La Malaisie et la Chine sont des partenaires de longue date dans différents domaines. En 2016, la Chine était le deuxième pays d'exportation de la Malaisie, pour des exportations totales de 98,56 milliards de ringgit (23,72 milliards de dollars EU). Sur la période allant de janvier à juillet 2017, les échanges entre la Malaisie et la Chine ont atteint 163,0 milliards de ringgit, soit une augmentation de 27,7% par rapport à la même période en 2016. Les exportations vers la Chine ont progressé de 39,4% à 69,2 milliards de ringgit, en raison d'une hausse des exportations de produits électroniques et électriques, de produits pétroliers, de produits en caoutchouc, de

produits chimiques, ainsi que de GNL. Les importations en provenance de Chine ont augmenté de 20,3% pour atteindre 93,9 milliards de ringgit.¹

4.11. Pour renforcer encore son partenariat avec la Chine, la Malaisie a signé, le 13 mai 2017, un "Mémorandum d'accord visant à promouvoir le développement économique mutuel grâce aux initiatives de la Ceinture économique de la Route de la soie et de la Route maritime de la soie du XXI^e siècle". Entre autres domaines de coopération, le Mémorandum d'accord cite la connectivité des installations, le commerce électronique transfrontières, la connectivité de l'information, les investissements de qualité et la promotion de l'utilisation des chaînes de valeur locales. Le Mémorandum d'accord susmentionné devrait créer et élargir les débouchés commerciaux pour les pays situés le long de la Route maritime de la soie du XXI^e siècle et de la Ceinture économique de la Route de la soie.

4.5 Résolution de l'UE sur l'huile de palme et la déforestation des forêts tropicales humides

4.12. Le 4 avril 2017, le Parlement européen a adopté la Résolution sur l'huile de palme et la déforestation des forêts tropicales humides en vue d'introduire des critères de durabilité minimum pour l'huile de palme et les produits à base d'huile de palme qui entrent sur le marché de l'UE. Selon l'UE, il s'agit de faire en sorte que l'huile de palme importée dans l'UE n'ait pas contribué à la déforestation ni causé de problèmes ou de conflits économiques, sociaux ou environnementaux, tels que le travail des enfants ou le travail forcé. À cette fin, l'UE a proposé plusieurs mesures, comme interdire l'huile de palme dans les biocarburants, passer à un système de certification unique à l'échelle de l'UE, introduire des droits discriminatoires entre l'huile de palme certifiée durable (CSPO) et celle qui ne l'est pas (non CSPO), ou permettre uniquement les importations d'huile de palme certifiée durable vers l'UE après 2020. L'UE a expliqué que cela s'inscrivait dans le cadre de ses engagements au titre de divers accords internationaux concernant la durabilité, tels que l'Accord de Paris ou le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

4.13. L'UE est le troisième marché pour l'huile de palme, tandis que la Malaisie est l'un des plus grands producteurs et exportateurs de produits à base d'huile de palme au monde. La Résolution de l'UE est considérée comme discriminatoire à l'égard de l'huile de palme et engendrerait des OBT ayant une incidence négative sur les exportations de ce produit de la Malaisie vers l'UE. Depuis janvier 2015, dans le cadre de son engagement en faveur de la culture durable de l'huile de palme, la Malaisie met en œuvre le mécanisme pour une huile de palme durable de Malaisie (MSPO) sur la base du volontariat. Ce mécanisme a été élaboré sur la base des lois et règlements nationaux, et des meilleures pratiques en matière de durabilité. Le Conseil malaisien de certification de l'huile de palme a également été créé en 2014 pour soutenir sa mise en œuvre. En 2017, pour promouvoir l'huile de palme certifiée durable et améliorer encore l'image de ce secteur, le gouvernement a annoncé aux producteurs et aux transformateurs d'huile de palme de tout le pays la mise en œuvre obligatoire du mécanisme de certification MSPO à compter du 31 décembre 2019.

4.14. Parmi les autres initiatives, on peut citer l'organisation le 26 septembre 2017, en marge du Forum public de l'OMC, par les Amis de l'huile de palme – la Malaisie, l'Indonésie, la Thaïlande, la Colombie, le Guatemala, l'Équateur, le Costa Rica et le Honduras – d'un séminaire conjoint sur la "Durabilité et les obstacles non tarifaires au commerce: le cas de l'huile de palme". La séance animée par les présentations de neuf intervenants des secteurs public et privé, et d'organisations non gouvernementales (ONG), visait à contester et corriger la perception négative de l'huile de palme en se fondant sur des éléments factuels et scientifiques, à mettre en avant les initiatives respectives des gouvernements pour introduire différents critères de durabilité, ainsi que les difficultés rencontrées par les Amis de l'huile de palme en raison de l'imposition d'OBT injustifiés par certains Membres de l'OMC.

¹ Statistiques du commerce extérieur de la Malaisie: résultats commerciaux pour le mois de juillet 2017 et la période allant de janvier à juillet 2017.

5 POLITIQUES SECTORIELLES

5.1 Secteur manufacturier

5.1. Le secteur manufacturier est resté le pilier de l'économie de la Malaisie pendant la période considérée face aux obstacles et aux incertitudes du contexte économique mondial. En 2016, il a représenté 82,2% des exportations totales et 23% du PIB du pays, et enregistré une croissance régulière de 4,4%.² La main-d'œuvre totale du secteur manufacturier a augmenté de 2,7% pour atteindre environ 1 051 923 personnes en mai 2017.

5.2. Dans le cadre de son onzième Plan, la Malaisie souhaite dynamiser le secteur manufacturier pour soutenir la résilience et la compétitivité à long terme du pays, et pour créer des emplois très bien rémunérés dans les secteurs de pointe pour les Malaisiens. Le secteur manufacturier devrait afficher une croissance de 5,1% par an jusqu'en 2020, contribuer au PIB à hauteur de 22,1%, soit 1 400 milliards de ringgit, et représenter 2,8 millions d'emplois et 18,2% de l'emploi total.³

5.3. La transition du secteur manufacturier vers la création de produits plus variés et complexes, et à plus forte valeur ajoutée, se fera grâce aux sous-secteurs de l'électronique et de l'électricité, des machines et du matériel, des produits chimiques, des dispositifs médicaux et de l'aéronautique. Ces secteurs ont été identifiés en raison de leurs liens transversaux avec tous les segments de l'économie: primaire, manufacturier et des services. Des efforts croissants sont déployés pour faire de la Malaisie le pôle principal pour les produits et les activités de haute technologie dans la région.

5.4. Parmi les principales initiatives visant à développer le sous-secteur de l'électronique et de l'électricité figure la mise en œuvre de l'engagement d'élimination des droits de douane au titre de l'ATI-II le 1^{er} juillet 2016. Grâce à cela, l'industrie malaisienne des TIC bénéficiera pour ses produits d'un accès facilité à un marché plus vaste à l'échelle mondiale et créera des débouchés sur ces marchés pour permettre à plus de 600 producteurs nationaux d'augmenter leurs exportations vers les pays participants.

5.5. En 2017, la plus forte croissance dans le sous-secteur de l'électronique et de l'électricité devrait être imputable aux composants mémoires et aux capteurs. La Malaisie est prête à récolter les bénéfices d'une hausse de la demande mondiale de produits électroniques. Cependant, dans l'immédiat, il est nécessaire de mettre en œuvre des stratégies ciblées pour rattraper le retard dans l'écosystème de l'électronique et de l'électricité. On note que ce sous-secteur reste confronté à de grosses difficultés – par exemple trouver des personnes assez qualifiées, avec les compétences requises pour satisfaire aux besoins du secteur en matière de fourniture, de recherche, de conception et de développement. Une autre difficulté consiste à faire en sorte que les politiques réglementaires appliquées soient propices au développement de l'activité commerciale. Avec l'arrivée de l'Internet des objets et de l'Industrie 4.0, ce sous-secteur continuera d'évoluer et de stimuler l'innovation dans d'autres domaines, comme l'automobile, l'aéronautique ou les dispositifs médicaux.

5.6. Le gouvernement agit également pour développer davantage l'industrie aéronautique en Malaisie. Pour assurer la croissance régulière de ce secteur, le gouvernement a lancé en 2015 le Schéma directeur pour l'industrie aéronautique en Malaisie à l'horizon 2030. Le Schéma directeur définit des stratégies et des initiatives clés pour permettre à l'industrie de devenir un secteur de haute technologie solide qui soutient le cycle de vie global des systèmes aéronautiques, en profitant de la croissance rapide du secteur du transport aérien. Il recense cinq sous-secteurs avec des objectifs clairs: la construction aéronautique; l'entretien, la réparation et la révision; l'ingénierie et la conception; l'intégration des systèmes; et la formation et l'éducation.

5.7. Pour piloter le développement coordonné de l'industrie aéronautique, le MITI a créé le Bureau national de coordination de l'industrie aéronautique (NAICO) en août 2015. Le NAICO a joué un rôle essentiel en tant que point de contact entre les entreprises aéronautiques, les ministères/organismes compétents et le monde universitaire pour leur permettre de collaborer afin de renforcer les capacités de ce secteur en Malaisie. L'une des initiatives du NAICO était le Programme de collaboration industrielle pour l'aéronautique, qui servirait de référence stratégique

² Rapport 2016 du MITI.

³ Onzième Plan de la Malaisie pour 2016-2020.

pour les futurs projets de collaboration industrielle dans ce secteur. Le NAICO a également collaboré avec TalentCorp Malaysia pour dresser une liste de professions demandées dans l'industrie aéronautique, laquelle servirait de référence stratégique pour les programmes de valorisation du capital humain dans l'aéronautique.⁴

5.2 Secteur agricole

5.8. Le secteur agricole demeure important pour le développement économique de la Malaisie, en particulier parce qu'il fournit des emplois à la communauté rurale et contribue à la réalisation des objectifs nationaux en matière de sécurité alimentaire. L'agriculture joue également un rôle important dans les efforts du gouvernement pour augmenter les revenus ruraux et éliminer la pauvreté.

5.9. Ces dernières années, l'huile de palme a représenté plus de 40% du PIB du pays dans le secteur agricole. En 2016, la Malaisie était également le deuxième exportateur d'huile de palme au monde. En dehors de l'huile de palme, la contribution des autres secteurs agricoles est relativement faible parce que la plupart de ces secteurs sont composés de petits agriculteurs et manquent de grandes entreprises industrielles.

5.10. Les exportations de produits de base et de produits dérivés ont augmenté de 4,9 milliards de ringgit, soit 4,19%, pour atteindre 122 milliards de ringgit en 2016. Cette hausse est due à l'augmentation des exportations d'huile de palme et de produits à base d'huile de palme, de bois d'œuvre et de produits à base de bois d'œuvre, ainsi que de cacao et de produits à base de cacao.

5.11. Comme indiqué dans l'examen précédent, la Malaisie a identifié le secteur agricole comme l'un des domaines clés de l'économie dans le cadre de l'ETP. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement met maintenant l'accent sur la transformation du secteur agricole, qui est caractérisé par de petites exploitations fragmentées, pour adopter un modèle intégré et axé sur le marché en mettant à profit les avantages concurrentiels du pays, en exploitant les marchés à fort potentiel, en alignant les objectifs de sécurité alimentaire sur l'augmentation du RNB et en participant à la chaîne de valeur agricole régionale d'ici à 2020.

5.12. Pour compléter la mise en œuvre de l'ETP, le gouvernement met également actuellement en place la Politique agroalimentaire nationale décennale (NAP), qui a été lancée en 2012 dans le but d'accroître encore la compétitivité de l'industrie agroalimentaire dans sa chaîne de valeur et de créer une industrie plus productive et à plus forte intensité de connaissances. Les sept stratégies suivantes sont définies dans le cadre de la NAP:

- i. garantir la sécurité alimentaire du pays;
- ii. accroître la contribution de l'industrie agroalimentaire;
- iii. compléter la chaîne de valeur;
- iv. valoriser le capital humain;
- v. renforcer les activités de recherche-développement, l'innovation et l'utilisation de la technologie;
- vi. créer des conditions favorables à l'activité des entreprises du secteur privé; et
- vii. renforcer le système de distribution.

5.13. La NAP met également l'accent sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la nutrition par la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles malaisiennes. Cette mise en œuvre sera progressivement étendue à l'ensemble des parcs permanents de production alimentaire et des zones industrielles d'aquaculture, puis aux autres exploitations commerciales.

⁴ Rapport 2016 du MITI.

5.3 Secteur des services

Libéralisation autonome

5.14. Les efforts en cours du gouvernement pour stimuler la croissance et améliorer la qualité, les normes et la compétitivité du secteur incluent notamment la libéralisation unilatérale, ou autonome, de plusieurs sous-secteurs de services en Malaisie. Comme indiqué dans le dernier examen, 27 sous-secteurs ont été libéralisés en 2009 pour permettre une participation étrangère jusqu'à 100%. En 2012, 18 sous-secteurs de services supplémentaires ont fait l'objet d'une libéralisation autonome.

5.15. Autoriser les étrangers à détenir des sociétés en Malaisie, seuls ou avec des partenaires locaux, dans ces sous-secteurs de services a permis aux Malaisiens de former des alliances et d'autres arrangements stratégiques avec de grandes entreprises internationales pour mettre à jour les connaissances et faciliter leur partage, cultiver les meilleures pratiques et établir une présence viable sur des marchés plus grands à l'étranger en créant de nouveaux domaines de pratique, de nouveaux produits et en élargissant la base de clientèle. De plus, ces initiatives ont à leur tour donné accès à un choix plus large de services et de fournisseurs, et contribué à promouvoir la Malaisie comme une destination d'investissement privilégiée.

Schéma d'orientation du secteur des services

5.16. Dans le but de faire de la Malaisie un pays à revenu élevé et une économie à forte intensité de connaissances et tirée par les services, le gouvernement a élaboré le Schéma d'orientation du secteur des services (SSB) pour 2015-2020, qui a été lancé par le Premier Ministre le 16 mars 2015. Le SSB pour 2015-2020 est un ensemble de stratégies et de plans d'action horizontaux ciblant les obstacles qui entravent potentiellement la poursuite de la croissance du secteur des services. Parmi les difficultés auxquelles est confrontée la Malaisie dans ce secteur, on peut citer la pénurie de compétences, notamment leur inadéquation, les obstacles réglementaires et la tendance des fournisseurs de services malaisiens à se tourner vers le marché intérieur pour les services d'exportation. Dans le même temps, le développement du secteur des services comme principal moteur de la croissance économique a également été mis en avant dans le onzième Plan de la Malaisie et s'appuie sur le SSB. Selon le onzième Plan, le secteur devrait croître au rythme de 6,9% par an, représenter 56,5% du PIB d'ici à 2020 et créer 9,6 millions d'emplois. Sur la période 2010-2016, le secteur des services a progressé, avec un taux de croissance moyen de 6,4%.

5.17. Pour atteindre ces objectifs, le SSB recommande la mise en œuvre de 29 plans d'action au total, et ce, par le biais des quatre leviers ou stratégies politiques suivants:

- i. stratégie d'internationalisation visant à augmenter fortement le nombre de fournisseurs de services en Malaisie, ainsi qu'à amplifier leur rayonnement en comblant les lacunes existantes au niveau des capacités et de la préparation à l'exportation. Les plans d'action prévoient la création de synergies pour accroître la compétitivité des fournisseurs de services, notamment par un programme de partenariat entre grandes sociétés et PME, et par l'ouverture et l'harmonisation des marchés grâce à des négociations entre gouvernements;
- ii. efficacité accrue des mécanismes d'incitation à l'investissement grâce au renforcement de la transparence, à l'élimination de la duplication et au conditionnement des incitations aux résultats;
- iii. développement du capital humain afin de former, d'attirer et de retenir les personnes qualifiées. Parmi les plans d'action recommandés dans le cadre du SSB, on peut citer notamment: améliorer la préparation des nouveaux diplômés au monde du travail en favorisant une collaboration accrue entre les branches de production, exploiter le potentiel d'autres réserves de talents en investissant dans le développement et la formation de tous les employés, et placer la barre plus haut en termes de productivité et de capacité pour la main-d'œuvre existante en encourageant les PME à former leurs employés; et

- iv. réformer la gouvernance sectorielle pour cultiver un environnement et des outils politiques efficaces et propices afin de créer un cadre dynamique et concurrentiel permettant au secteur des services de se développer dans le bon sens. Cette stratégie exige que la Malaisie accélère le rythme et améliore l'efficacité des réformes de la gouvernance sectorielle, l'objectif étant de mettre en place les meilleures pratiques pour l'élaboration de nouvelles règles en élargissant et en accélérant l'adoption de la NPDIR, et en renforçant la transparence, l'accessibilité et la facilité d'utilisation des règlements grâce à l'introduction d'un portail intitulé "MyRegulations".

5.18. Depuis sa création, le SSB a généré des progrès louables. En 2016, les exportations de services ont augmenté de 7,5% et la productivité de 2,8% pour atteindre 68 166 ringgit, contre 66 328 ringgit auparavant. Ainsi, plus de 350 PME de services ont bénéficié d'un accès facilité au financement dans le cadre d'un système de garantie des crédits et 10 PME ont réussi à participer à un partenariat entre grandes sociétés et PME pour entreprendre des projets de grande envergure. Cinq nouveaux centres d'excellence consacrés aux activités de R-D à forte valeur dans des domaines technologiques stratégiques ont été créés pour offrir des formations et développer des produits. En outre, les réformes de la gouvernance en matière réglementaire par l'adoption de la NPDIR ont été étendues à tous les États et la gestion des incitations a été améliorée suite à la création de l'ICCO pour stimuler le potentiel de croissance du secteur des services.

5.19. La mise en œuvre du SSB parallèlement à d'autres plans directeurs nationaux, comme le Plan directeur national pour la logistique et la facilitation des échanges, garantirait une approche intégrée bien conçue pour accélérer la croissance du secteur des services.

Secteur des services financiers

Banque et assurance

5.20. Le secteur financier a maintenu sa contribution positive au PIB. La valeur ajoutée réelle des services financiers dans le PIB a dépassé 75,3 milliards de ringgit en 2016, soit 6,8% du PIB réel. Ces dernières années, le système financier malaisien a également traversé des périodes de turbulence financière, de croissance plus faible et de marges réduites, mais il a été soutenu par de solides mécanismes de protection financière et par une approche prudente constante en matière de prise de risques. Les conditions propices à l'activité des entreprises en Malaisie continuent de favoriser une forte participation étrangère dans le secteur financier puisque 27 institutions financières sur 56 (finance conventionnelle, islamique ou investissement) étaient détenues en totalité par des étrangers à la fin de juillet 2017. Dans le secteur des assurances et le secteur takaful, 31 institutions sur 55 sont à capitaux étrangers.

5.21. Pendant la période considérée, des progrès réguliers ont été réalisés pour accroître la résilience, l'efficacité et la compétitivité du secteur financier de la Malaisie, comme prévu dans le Schéma d'orientation du secteur financier (2011). Les progrès ont été les plus marqués dans les domaines de l'inclusion, de la réglementation et de la surveillance financières, de l'intégration financière régionale et du passage aux paiements électroniques. On peut ainsi citer:

- i. l'élargissement de la portée des services financiers grâce à la présence croissante de correspondants bancaires suite à la mise en œuvre d'un Cadre pour les services de correspondants bancaires conforme au programme de la Banque;
- ii. l'amélioration des pratiques en matière de réglementation et de surveillance en mettant l'accent sur la gouvernance et la gestion des risques, grâce à la modification de la Loi de 2002 sur les institutions financières de développement (entrée en vigueur le 31 janvier 2016) et à l'adoption continue de normes mondiales plus strictes;
- iii. une efficacité économique accrue grâce aux paiements électroniques, avec la mise en œuvre du Cadre de réforme des cartes de paiement, le passage aux cartes à puce et à code, et la spécification malaisienne relative aux cartes à puce;

- iv. l'autonomisation accrue des consommateurs, soutenue par l'entrée en fonction du Médiateur des services financiers à compter du 1^{er} octobre 2016;
- v. l'efficacité renforcée de l'intermédiation financière avec la mise en œuvre de réformes au titre du Cadre relatif à l'assurance-vie et au takaful; et une flexibilité accrue pour les assureurs et les opérateurs takaful suite à la libéralisation des tarifs d'assurance automobile et incendie;
- vi. une intégration régionale et financière plus poussée grâce à l'expansion des banques malaisiennes dans la région de l'ASEAN en vertu du Cadre de l'ASEAN pour l'intégration des activités bancaires; et
- vii. l'opérationnalisation de la Plate-forme consacrée aux comptes de placements pour orienter les investissements nationaux et étrangers conformes à la charia vers le financement de diverses monnaies dont l'intermédiation passe par les banques islamiques de différents pays.

5.22. Dans le cadre de l'adoption des technologies financières, la Bank Negara Malaysia a mis en œuvre un Cadre d'essai, ou bac à sable, réglementaire, le 18 octobre 2016 pour permettre de tester des solutions technologiques financières dans un environnement réel, avec les précautions et les prescriptions réglementaires appropriées. Ce cadre devrait stimuler la croissance des innovations dans le domaine des technologies financières, qui pourraient changer la donne et avoir une incidence considérable sur le paysage bancaire. En tant que pionnière dans la mise en œuvre de ces avancées dans un environnement qui évolue rapidement, la Malaisie est prête à s'adapter et à nouer des relations mutuellement avantageuses avec des investisseurs étrangers et nationaux, tout en garantissant la présence de politiques pragmatiques et souples pour protéger les intérêts de tous.

5.23. En vue d'encourager la volonté de la Malaisie de renforcer les marchés financiers onshore, un effort concerté a également été entrepris ces dernières années pour promouvoir une plus grande convergence d'intérêts et un partage des responsabilités entre les principales parties prenantes. Ainsi, un comité composé de représentants de la Bank Negara Malaysia, des institutions financières, des entreprises et d'autres parties prenantes importantes sur le marché financier a été créé en 2016. Ce comité, dit Comité des marchés financiers (FMC), est chargé d'élaborer des recommandations visant à promouvoir le développement du marché financier de la Malaisie. Suite à sa création, un ensemble de mesures ont été introduites depuis décembre 2016, et notamment les suivantes:

- i. autoriser les exportateurs à conserver 25% des recettes d'exportation en devises, le solde devant être converti en ringgit. Dans les cas où la quantité de devises conservée ne suffit pas, les exportateurs sont autorisés à reconvertir les sommes au même taux pour financer leurs obligations en devises pour une durée pouvant aller jusqu'à six mois;
- ii. exiger que les exportateurs résidents règlent intégralement en ringgit les sommes dues au titre du commerce intérieur de marchandises et de services;
- iii. ménager une flexibilité aux entités non bancaires et aux investisseurs résidents pour réaliser des opérations de couverture destinées à gérer les engagements en devises;
- iv. promouvoir des marchés financiers justes et efficaces grâce à l'application des meilleures pratiques et de normes éthiques mondiales; et
- v. permettre à tous les résidents de participer à la vente à découvert réglementée de valeurs mobilières sur les marchés monétaires de gros.

5.24. À l'avenir, les priorités pour le développement du secteur financier seront notamment les suivantes:

- i. créer un écosystème alternatif dynamique pour le financement et les technologies financières afin de soutenir l'innovation future;

- ii. développer des solutions de financement fondées sur le marché pour les PME et les industries pionnières;
- iii. renforcer le rôle des institutions financières de développement pour mieux servir et soutenir le développement de secteurs socioéconomiques ciblés;
- iv. continuer de développer des marchés financiers actifs et liquides, notamment en garantissant la disponibilité d'instruments de couverture efficaces en termes de coût pour gérer l'exposition aux risques; et

5.25. rehausser le rôle de l'assurance et du takaful pour répondre aux besoins des ménages et des entreprises malaisiens en termes de protection et de gestion des risques.

Marché des capitaux

Libéralisation progressive et pragmatique

5.26. En s'appuyant sur le Plan directeur pour le marché des capitaux (CMMP) (2001-2010) et sur le deuxième Plan directeur pour le marché des capitaux (CMMP-2) (2011-2020), la Malaisie a entamé un processus de libéralisation progressive et pragmatique du marché des capitaux pour tirer tous les avantages de la mondialisation, tout en s'assurant que la transition vers un environnement de marché plus libéral ne cause pas de difficultés d'ajustement indues sur le marché national des capitaux et pour l'économie malaisienne dans son ensemble.

5.27. Parallèlement à cette approche stratégique, la Malaisie a entièrement libéralisé toutes les limitations à la participation étrangère sur le marché des capitaux. Les restrictions à la participation étrangère dans les sociétés de gestion de fonds communs de placement ont été supprimées en 2014 et, plus récemment, depuis le 1^{er} janvier 2017, la participation étrangère est autorisée à 100% dans les agences de notation de crédit. Avec la mise en œuvre de ces mesures de libéralisation, toutes les restrictions à la participation étrangère qui existaient sur le marché des capitaux ont été levées.

Croissance et gouvernance

5.28. Le CMMP-2 définit les stratégies de croissance visant à renforcer le rôle du marché des capitaux et élabore des stratégies de gouvernance pour la protection des investisseurs et la stabilité du marché. Le 26 avril 2017, la Commission des opérations de bourse a publié le nouveau Code malaisien sur le gouvernement d'entreprise (MCCG). L'objectif consistait non seulement à mettre davantage l'accent sur l'internalisation de la culture du gouvernement d'entreprise dans les entreprises cotées, mais également à encourager les entités non cotées, y compris les entreprises publiques, les PME et les intermédiaires agréés, à adopter le code. Cela constitue en outre une étape importante pour la Malaisie dans la promotion de bonnes pratiques en matière de gouvernement d'entreprise pour assurer la viabilité et la résilience du marché des capitaux.

Programme de numérisation pour stimuler la croissance du marché des capitaux

5.29. L'un des principaux moteurs de la stratégie de développement de la Commission des opérations de bourse est le programme de numérisation. Depuis 2014, la Commission a déployé des efforts pour permettre à la fois aux entreprises et aux investisseurs de bénéficier d'un cadre réglementaire qui élargira l'accès à des solutions de financement fondées sur le marché, et facilitera l'utilisation des technologies pour accroître la participation des investisseurs. Cela a conduit à l'introduction d'un mécanisme de financement participatif en fonds propres (FPFP) en février 2015. En Malaisie, la croissance des activités de FPFP est encourageante, puisqu'à la fin de juillet 2017, 30 émetteurs avaient réussi à lever collectivement un montant total de 19,9 millions de ringgit par l'intermédiaire de 6 opérateurs de FPFP enregistrés. Les plates-formes de FPFP devraient bénéficier d'un nouvel élan dans les années à venir.

5.30. En 2016, la Commission des opérations de bourse a concentré ses efforts sur la facilitation du financement entre particuliers, une forme d'innovation numérique qui étend la capacité des entrepreneurs et des propriétaires de petites entreprises à débloquer de faibles montants de

capitaux auprès d'un ensemble d'investisseurs individuels. Le cadre de financement entre particuliers a été lancé en avril et devrait être pleinement opérationnel à la fin de 2017.

5.31. Le lancement du Cadre pour la gestion numérique des investissements (DIM) en mai 2017 s'inscrit dans les efforts continus déployés par la Commission des opérations de bourse pour que l'inclusion financière bénéficie au plus grand nombre grâce à l'utilisation des technologies. Le DIM est une société de gestion de fonds qui intègre des technologies innovantes dans les services de gestion discrétionnaire de portefeuille. Ce cadre vise à accroître la participation des investisseurs en leur proposant un nouveau mode d'investissement, plus pratique, plus accessible et meilleur marché pour gérer et faire fructifier leur patrimoine.

5.32. Dans le cadre de son initiative pour renforcer l'intérêt pour le développement de la finance numérique, ainsi que sa visibilité, la Commission des opérations de bourse a lancé l'Alliance de la communauté des technologies financières (aFINity) lors du *World Capital Market Symposium* (Symposium sur les marchés mondiaux des capitaux) en septembre 2015. À ce jour, plus de 100 participants du secteur se sont enregistrés dans le cadre de l'aFINity.

5.33. En juin 2017, la Commission des opérations de bourse a conclu un Accord de coopération en matière d'innovation avec la Commission australienne des valeurs mobilières et de l'investissement (ASIC) pour promouvoir davantage l'innovation dans les services financiers. Dans le cadre de cet accord, la Commission des opérations de bourse et l'ASIC collaboreront étroitement pour partager des renseignements sur les tendances émergentes et les questions réglementaires concernant la finance numérique. Les deux organismes de réglementation faciliteront également la recommandation d'entreprises innovantes souhaitant exercer leurs activités dans la juridiction de l'autre pays et étudieront les projets d'innovation conjoints potentiels portant sur l'application de nouvelles technologies.

Interconnectivité accrue sur le marché des capitaux

5.34. Reconnaissant l'importance de la finance verte comme nouvelle classe d'actifs, la Commission des opérations de bourse a pris la tête du programme dans la région de l'ASEAN par le biais de l'ACMF, en commençant par ses efforts pour élaborer des normes de l'ASEAN pour les obligations vertes (GBS). En mars 2017, une annonce sur la coopération entre l'ACMF et l'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA) a été effectuée pour présenter les GBS de l'ASEAN, qui seront appliquées sur tous les marchés de capitaux de l'ASEAN. Cette initiative permettra aux marchés de capitaux de l'ASEAN d'exploiter plus facilement la finance verte pour soutenir une croissance régionale durable et pour rencontrer des investisseurs intéressés par les investissements verts. Elle s'inscrit également dans le cadre des efforts plus larges de l'ACMF pour développer la finance verte dans la région.

Élargir la base internationale du marché des capitaux islamique

5.35. Le marché des capitaux islamique (ICM) est un pilier important du secteur de la finance islamique en Malaisie, secteur bien développé et dans lequel la Malaisie est largement reconnue comme le centre de premier plan pour les produits et services conformes à la charia. Sur cette base, l'internationalisation plus poussée du marché des capitaux est un aspect fondamental de la stratégie visant à renforcer la position de la Malaisie en tant que pôle ICM mondial.

5.36. La mise en œuvre des recommandations du CMMP et du CMMP-2 a soutenu la croissance vigoureuse de l'ICM en Malaisie. Ces dix dernières années (entre 2005 et 2015), la taille de son ICM a plus que triplé. Sur cette période, le marché a enregistré un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 11,7%, tandis que la capitalisation boursière des actions conformes à la charia et la valeur de l'encours des sukuk⁵ en Malaisie ont affiché respectivement un TCAM de 9,5% et 17,6%. À la fin de 2015, l'ICM en Malaisie avait atteint 1 700 milliards de ringgit et représentait 60,1% du marché des capitaux malaisiens total.

5.37. Pour poursuivre le développement et la croissance de l'ICM en Malaisie, la Commission des opérations de bourse a lancé un Schéma directeur pour le Fonds islamique et la gestion de

⁵ Fait référence à des certificats de même valeur qui prouvent une participation indivise ou un investissement dans des actifs reposant sur les principes de la charia.

patrimoine (Schéma directeur) sur cinq ans le 12 janvier 2017. Le Schéma directeur identifie des stratégies et des initiatives clés destinées à renforcer la position de la Malaisie en tant que pôle mondial pour les fonds islamiques. Il vise également à faire de la Malaisie un centre régional pour les investissements durables et responsables (IDR) conformes à la charia, en exploitant la position du pays en tant que principal marché pour les IDR en Asie.

5.38. Le Cadre pour les sukuk durables et responsables lancé le 28 août 2014 est une extension du cadre existant pour les sukuk et vise à faciliter le financement d'initiatives d'investissement durables et responsables. Le Cadre identifie les quatre grands domaines suivants pour déterminer l'admissibilité d'un projet: les ressources naturelles, les aspects liés à l'énergie, l'impact social et les waqf.⁶

5.39. Les sukuk émis au titre du Cadre IDR incluent les sukuk ayant un impact social, ainsi que les premiers sukuk verts émis en Malaisie le 27 juillet 2017. Les sukuk verts sont envisagés comme un instrument innovant destiné à corriger les déficits de financement au niveau mondial dans la finance verte.

Promouvoir la formation de capital

5.40. Pour sensibiliser davantage les investisseurs, ainsi que pour reconnaître comme il se doit les petites entreprises et les entreprises de moyenne capitalisation qui n'ont généralement pas fait l'objet de recherches suffisantes, la Commission des opérations de bourse a lancé le 25 mai 2017 le Programme de recherche sur la "petite et moyenne capitalisation" en partenariat avec Bursa Malaysia et le secteur.

5.41. Ce programme de recherche a été initié principalement dans le but de mieux reconnaître la valeur des petites entreprises et des entreprises de moyenne capitalisation car elles constituent un segment important de la classe d'actifs des valeurs cotées sur le marché global des capitaux. Dans le cadre du Programme, un groupe initial de 100 sociétés de petite et moyenne capitalisation cotées en bourse bénéficieront d'une analyse indépendante par des organismes de recherche agréés.

5.42. En 2012, la Commission des opérations de bourse a également introduit le système de retraite privé (PRS) pour permettre à une proportion plus importante du public d'accéder au marché des capitaux pour leurs besoins en matière de retraite. Le PRS est le pilier volontaire du régime de retraite de la Malaisie. Grâce aux efforts collectifs de la Commission des opérations de bourse, des prestataires du PRS et de l'Administrateur du PRS (PPA)⁷ pour développer le système de retraite privé, le secteur compte plus de 250 000 membres et les actifs totaux ont dépassé 1,7 milliard de ringgit en juillet 2017.

6 AUTRES POLITIQUES INTÉRIEURES

6.1 Loi de 2010 sur la concurrence

6.1. La Commission malaisienne de la concurrence (MyCC) qui relève de la compétence du Ministère du commerce intérieur, des coopératives et de la consommation est un organisme indépendant créé pour appliquer la Loi de 2010 sur la concurrence (la Loi) depuis le 1^{er} janvier 2012. La Loi est mise en œuvre pour stimuler le développement économique en instaurant une concurrence saine qui favorise à son tour la productivité, l'innovation et l'activité entrepreneuriale. Ainsi, elle améliore le bien-être des consommateurs en proposant un choix plus large de produits de meilleure qualité et à des prix raisonnables, et elle renforce également la confiance des investisseurs étrangers dans les pratiques commerciales du pays. Le cadre réglementaire n'a pas beaucoup changé depuis l'examen précédent de la Malaisie⁸, sauf en ce qui concerne la publication par la MyCC de plusieurs nouvelles directives de mise en œuvre. La première annexe de la Loi sur la concurrence ne s'applique pas aux activités commerciales régies par les lois suivantes: Loi de 1998 sur les communications et le multimédia, Loi de 2001 sur la

⁶ Dotation islamique – une dotation volontaire et irrévocable d'actifs conformes à la charia à des fins respectant la charia.

⁷ L'Administrateur du système de retraite privé (PPA) de la Malaisie est l'administrateur principal du système de retraite privé (PRS).

⁸ WT/TPR/G/292/Rev.1.

Commission de l'énergie, Loi de 1974 sur le développement pétrolier et Loi de 2015 sur la commission malaisienne de l'aviation.

6.2. La MyCC a mis en place plusieurs programmes de sensibilisation visant à promouvoir et inculquer une culture de respect de la Loi de 2010 sur la concurrence en Malaisie. Parmi ces actions, on peut citer les programmes de sensibilisation réalisés au niveau local et international dans différents secteurs de l'économie et pour divers organismes publics (215 événements au total sur la période de janvier 2011 à juillet 2017); la signature de mémorandums d'accord avec la BNM en 2014 et avec des universités publiques/privées en 2015; la mise en œuvre du "Plan stratégique de sensibilisation et de communication sur la concurrence pour 2015-2017" de la MyCC; et la réalisation d'études de marché pour divers secteurs ou aspects du marché, comme le secteur du poulet de chair dans l'ouest de la Malaisie (2012), les ententes sur les prix par les organismes professionnels (2013), le secteur pharmaceutique en Malaisie (2017) et les matériaux de construction dans le secteur de la construction (2017).

6.3. Sur la période de janvier 2012 à juillet 2017, la MyCC a résolu ou clos avec succès 297 plaintes sur 319, soit 93%, et enquêté sur 40 affaires concernant des atteintes aux DPI sur les 45 affaires qui lui ont été soumises. Parmi les décisions finales prises par la MyCC au titre de l'article 40 de la Loi de 2010 sur la concurrence (constatation d'infraction), on peut citer celles, très médiatisées, prises à l'encontre de Malaysia Airline System Berhad, AirAsia Berhad et Air Asia X Sdn. Bhd. (MAS) (mars 2014); des fabricants de glace en tubes (janvier 2015); des opérateurs de dépôts à conteneurs du Penang (juin 2016) et de My E.G. Services Berhad (juin 2016). L'article 40 4) de la Loi de 2010 sur la concurrence accorde à la MyCC le pouvoir d'imposer des réparations sous forme d'une sanction financière ne dépassant pas 10% du capital mondial d'une entreprise ayant enfreint les prohibitions prévues dans la Loi sur la période au cours de laquelle l'infraction a eu lieu.

6.2 Loi de 2010 sur le commerce stratégique

6.4. Dans le cadre de l'engagement de la Malaisie à mettre en œuvre la Résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies, la Loi de 2010 sur le commerce stratégique (STA) est mise en œuvre depuis janvier 2011. La législation prévoit le contrôle des exportations, du transit, des transbordements et du courtage de produits stratégiques, y compris les armes et le matériel connexe, ainsi que des activités susceptibles de faciliter la conception, le développement et la production d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Le point focal pour la mise en œuvre de la Loi de 2010 sur le commerce stratégique est le Secrétariat du commerce stratégique (STS) établi au sein du MITI. La mise en œuvre de la STA a bénéficié à la Malaisie car cela a amélioré et promu son image de pays avec lequel on peut commercer sans risque, ce qui s'inscrit dans ses efforts pour faciliter les échanges dans un environnement commercial sûr et pour développer la confiance des investisseurs étrangers.

6.5. Au bout de six ans de mise en œuvre, la STA a fait l'objet d'un processus d'EIR au titre des bonnes pratiques réglementaires en vue de revoir et de modifier la législation, pour faire en sorte qu'elle soit plus favorable aux échanges dans l'administration du secteur et de la communauté des exportateurs, sans pour autant compromettre les aspects liés à la sécurité des échanges. Les modifications prévoient la réduction des sanctions et l'introduction d'infractions pouvant faire l'objet d'un règlement amiable, l'exclusion des services auxiliaires des obligations d'enregistrement du courtier, la dérogation à l'obligation de fournir une déclaration de l'utilisateur final, et l'introduction de nouveaux articles, notamment sur la présomption d'exportation. Le projet de loi de modification a été présenté et approuvé par le Parlement en avril 2017, publié au Journal officiel le 21 juin 2017 et est entré en vigueur le 8 septembre 2017.

6.3 Politique nationale sur la diversité biologique pour 2016-2025

6.6. La Malaisie est l'un des 17 pays très riches en biodiversité et, à ce titre, elle accueille une diversité biologique parmi les plus importantes au monde, et notamment un éventail considérable de plantes, d'animaux et d'animaux marins, ce qui a généré un écosystème unique. Toutefois, la biodiversité de la Malaisie a toujours été confrontée à des difficultés et à des menaces liées à des facteurs internes et externes, y compris les changements environnementaux causés par les activités socioéconomiques et commerciales de la population.

6.7. Pour atténuer l'impact de ces changements, le gouvernement a introduit la Politique nationale sur la diversité biologique pour 2016-2025 afin qu'elle serve de guide au niveau national pour la gestion de la biodiversité au cours des dix prochaines années. Cette politique témoigne aussi des efforts et initiatives du gouvernement pour mettre l'accent de façon suivie et déterminée sur la conservation continue, l'utilisation durable et les bénéfices partagés de la biodiversité dans un cadre juste et équitable, ainsi que pour renforcer la participation de toutes les parties prenantes concernées. Plus récemment, la Politique nationale sur la diversité biologique est également devenue un modèle de dynamisme économique pour les secteurs liés à la conservation, à la préservation et à la protection de la biodiversité, comme l'écotourisme.

6.8. Le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement (NRE) joue un rôle moteur dans la mise en œuvre et le suivi de la Politique, notamment en fournissant une orientation générale, en coordonnant l'action des parties prenantes, en créant les plates-formes institutionnelles appropriées, en facilitant la mobilisation des ressources et en initiant le réexamen de la Politique, si nécessaire. Le NRE assume ce rôle en consultation, en coordination, en coopération et en partenariat avec les gouvernements des États, les organismes publics compétents, le secteur privé et la société civile, ainsi que la population autochtone et les communautés locales.

6.4 Loi de 2016 sur les sociétés

6.9. La nouvelle Loi de 2016 sur les sociétés a été adoptée par le Parlement en avril 2016 dans le cadre de l'examen réglementaire et du processus de réforme du droit des sociétés entamés depuis 2003. Elle est appliquée par la Commission des sociétés de Malaisie (CCM) depuis le 31 janvier 2017 (à l'exception de l'article 241 relatif à l'enregistrement obligatoire des secrétaires généraux auprès du responsable du Registre, et de la division 8 de la Partie III sur le Mécanisme de sauvetage d'entreprise). Cette nouvelle loi tient compte du dynamisme des conditions de l'activité des entreprises dans l'environnement commercial mondial actuel, ainsi que de la croissance économique régulière de la Malaisie.

6.10. Cette législation est conforme aux normes mondiales et modernise le cadre juridique des sociétés en Malaisie afin de faciliter la création d'entreprise, et de réduire le temps et le coût nécessaires pour ce faire. La baisse du coût de l'activité commerciale suivra l'introduction de plusieurs mesures de déréglementation qui réduisent, directement ou indirectement, les coûts de mise en conformité. Dans le même temps, la Loi de 2016 sur les sociétés garantit que le processus de création d'entreprise en Malaisie est plus compétitif, ce qui attirera davantage d'investissements et favorisera la croissance des PME dans le pays. Les améliorations de la législation prévues dans la nouvelle Loi sont notamment les suivantes:

- i. la constitution d'une société est maintenant simplifiée pour faciliter la création d'entreprise, et réduire les délais et le coût de l'activité commerciale. Les nouvelles règles sont les suivantes: une société peut maintenant être constituée d'un seul membre, qui peut aussi en être le seul directeur; la constitution d'une société ne nécessite plus d'engager un secrétaire général; les prescriptions relatives aux statuts sur le lieu de constitution avec octroi d'une capacité illimitée aux entreprises (sans droit de timbre) et la doctrine relative à la présomption de connaissance ont été supprimées ou abrogées; la déclaration statutaire effectuée par les promoteurs/directeurs est maintenant remplacée par une déclaration de conformité; et le nombre de documents nécessaires à la constitution a également été ramené à un seul modèle de document;
- ii. l'introduction du régime "sans valeur nominale" en vertu duquel les entreprises ne seront plus tenues de déclarer leur capital social autorisé: la redevance de constitution s'appliquera sur une base forfaitaire, et non plus *ad valorem*. Les procédures pour augmenter le capital social ont également été rendues plus concises et moins coûteuses;
- iii. simplifier et éclaircir la gestion des entreprises, les procédures de réunion et le processus de prise de décision interne, ce qui ménagerait une certaine flexibilité aux entreprises dans leur fonctionnement quotidien. Par exemple, la prescription obligatoire d'organiser une assemblée générale annuelle a été assouplie, la

prescription de déposer la déclaration annuelle avec les états financiers a été découplée et l'interdiction de nommer certaines personnes mandataires a été levée;

- iv. renforcer la structure du gouvernement d'entreprise: précision de l'âge minimum pour être directeur et suppression de l'âge maximum; restructuration des règles relatives à la nomination, la démission et la révocation des directeurs; et règles plus strictes concernant la rémunération des directeurs. La divulgation d'un intérêt bénéficiaire au niveau des actions avec droit de vote a également été étendue à toutes les entreprises;
- v. les rôles, fonctions et obligations des secrétaires généraux ont été renforcés. Les secrétaires en exercice sont maintenant tenus de s'enregistrer auprès du responsable du Registre avant de pouvoir exercer leurs fonctions. Le responsable du Registre a également le pouvoir d'imposer à une entreprise de nommer un secrétaire général qualifié si cette entreprise n'a pas respecté les dispositions de la nouvelle Loi; et
- vi. l'introduction de nouvelles dispositions pour améliorer le processus de liquidation, notamment en réduisant le temps nécessaire pour liquider une société, en renforçant les droits des crédateurs, en développant le rôle des liquidateurs pour faciliter le bon déroulement du processus de liquidation et en introduisant des dispositions relatives aux procédures de concordat volontaires et au redressement judiciaire (qui seront mises en œuvre ultérieurement).

6.11. Des modifications ont également été apportées au régime visant à faire respecter les règles. Le niveau des sanctions pour les amendes et les peines de prison a été relevé dans le cadre d'une politique de dissuasion. Des sanctions pénales seront aussi imposées à l'encontre des personnes qui effectuent ou communiquent, ou qui autorisent ou permettent sciemment d'effectuer ou de communiquer, toute déclaration, tout renseignement ou tout rapport faux ou trompeur au responsable du Registre concernant les affaires d'une société, ou concernant toute question ou objet exigé par le responsable du Registre ou pour l'application de la Loi.

6.5 Commerce électronique et économie numérique en Malaisie

6.12. La Feuille de route stratégique nationale pour le commerce électronique (NeSR) a été élaborée par la Société malaisienne du commerce électronique (MDEC) pour exploiter les possibilités d'avenir du commerce électronique et de l'économie numérique en Malaisie, et suite à des consultations approfondies avec diverses parties prenantes publiques et privées. L'initiative vise également à identifier la voie à suivre et à libérer le potentiel de transformation du commerce et des transactions en ligne. La Feuille de route a été lancée par le Premier Ministre le 13 octobre 2016. Le gouvernement a également créé le Conseil national du commerce électronique (NeCC), qui est présidé par le Ministre du commerce international et de l'industrie et regroupe différents ministères et organismes, pour diriger, guider et encourager la coordination dans la mise en œuvre de la Feuille de route en vue de doubler le taux de croissance du commerce électronique dans le pays et de voir sa contribution au PIB atteindre 211 milliards de ringgit (environ 47,68 milliards de dollars EU) d'ici à 2020.

6.13. Les impératifs de la Malaisie en matière de commerce électronique sont de deux ordres: i) armer les entreprises existantes pour affronter l'avenir, notamment en faisant participer environ 80% des PME au commerce électronique et en s'assurant de leur capacité à suivre le rythme d'un marché en ligne qui est amené à croître beaucoup plus rapidement que les ventes hors ligne; et ii) élargir l'accès aux marchés au-delà des 16 millions de clients numériques du pays pour conquérir plus de 87 millions de clients numériques dans la région de l'ASEAN et, à terme, un milliard de clients numériques dans le monde. Avec ces éléments à l'esprit, la NeSR détaille l'intervention du gouvernement dans six grands domaines, intervention qui repose sur une infrastructure efficace et abordable, et un cadre d'accompagnement en matière de gouvernance. Les six grands domaines d'intervention sont les suivants: accélérer l'adoption du commerce électronique par les vendeurs; accroître le recours par les entreprises aux procédures de passation des marchés publics par voie électronique; supprimer les obstacles non tarifaires dans des domaines tels que la gestion des commandes par voie électronique, le commerce transfrontières, les paiements électroniques et la protection des consommateurs; réaligner les incitations économiques existantes; effectuer des investissements stratégiques chez certains acteurs choisis

du commerce électronique; et promouvoir l'image de marque nationale pour stimuler le commerce électronique transfrontières. Au total, 13 programmes dans ces 6 domaines ont été identifiés comme prioritaires à court terme pour assurer un impact notable. Ces programmes sont soutenus par dix ministères et organismes, et suivis par le NeCC.

6.14. Pour favoriser encore la mise en œuvre de la NeSR, une zone franche numérique (DFTZ) a été lancée le 22 mars 2017 par le Premier Ministre et Jack Ma, fondateur et Directeur général du Groupe Alibaba. La DFTZ a le potentiel pour doubler le taux de croissance des exportations de marchandises par les PME malaisiennes d'ici à 2025. On estime également que la DFTZ soutiendra des échanges de marchandises de 65 milliards de dollars EU, et qu'elle créera 60 000 emplois directs et indirects d'ici à 2025.

6.15. La DFTZ témoigne de l'engagement indéfectible de la Malaisie à stimuler la croissance des PME grâce au commerce électronique. Elle offrira des zones physiques et virtuelles pour permettre aux PME de profiter de la convergence entre la croissance exponentielle de l'économie d'Internet et des activités de commerce électronique transfrontières; et elle permettra à la Malaisie de devenir un pôle régional pour la gestion des commandes par voie électronique. La DFTZ constituera également un microcosme pour soutenir les entreprises d'Internet et leur permettre d'échanger des marchandises, de fournir des services, d'innover et de trouver ensemble des solutions.

6.16. La mise en œuvre des zones concrètes et virtuelles de la DFTZ sera réalisée en plusieurs phases. Le premier pôle de gestion des commandes par voie électronique sera KLIA Aeropolis, qui a été créé pour mettre l'accent sur les grands pôles d'activité que sont le fret aérien, la logistique, l'aéronautique et l'aviation. La DFTZ sera déployée en plusieurs phases à partir du quatrième trimestre de 2017. L'autre composant physique de la DFTZ est le pôle des services par satellite. Kuala Lumpur Internet City (KLIC) sera le premier pôle de services par satellite de la DFTZ. La KLIC devrait devenir le premier pôle numérique pour les entreprises mondiales et locales exerçant des activités sur Internet et ciblant l'Asie du Sud-Est. Elle accueillera les acteurs clés de l'écosystème d'Internet pour faciliter un soutien de bout en bout, le réseautage et le partage des connaissances, ce qui stimulera l'innovation dans l'économie d'Internet et le secteur du commerce électronique. Dans le même temps, la zone virtuelle, qui est la plate-forme pour les services électroniques de la DFTZ, contribuera à offrir une expérience simple et efficace dans le cadre d'une plate-forme intégrée.

6.17. Dans le budget de 2018, le gouvernement allouera 83,5 millions de ringgit pour construire des infrastructures pour la première phase de la DFTZ à KLIA Aeropolis; il fera également passer de 500 ringgit à 800 ringgit la valeur *de minimis* ou minimale pour les importations afin de faire de la Malaisie le pôle régional du commerce électronique.

7 PERSPECTIVES FUTURES

7.1. En dépit des incertitudes économiques extérieures, l'économie de la Malaisie devrait afficher une croissance supérieure à 5,0-5,5% en 2017. Ces perspectives positives résonnent avec l'annonce de décembre 2016 du Premier Ministre Datuk Seri Najib Razak dans laquelle il soulignait que l'économie malaisienne avait le potentiel d'atteindre 2 000 milliards de ringgit d'ici à 2025, alors que sa taille actuelle est de 1 300 milliards de ringgit. Cet objectif peut être atteint en sept ans si la croissance économique du pays se maintient à 5% par an en moyenne. En plus des réformes structurelles et réglementaires entreprises, l'objectif est soutenu par la mise en œuvre de projets d'infrastructure de très grande ampleur qui stimuleront les activités économiques nationales et bénéficieront à la population par la création d'emplois bien rémunérés.

7.2. Un autre pas important vers la réalisation de l'objectif ambitieux fixé par le Premier Ministre consiste à chercher à développer un environnement intérieur favorable à des échanges transfrontières fluides, aux investissements et aux entreprises. Dans cette nouvelle ère de progrès technologique rapide, le gouvernement est déterminé à initier une transformation industrielle décisive vers l'Industrie 4.0 et, ainsi, à altérer fondamentalement la trajectoire de croissance du pays. À cette fin, un Cadre de politique national pour l'Industrie 4.0 est en cours d'élaboration, en collaboration avec les parties prenantes clés des secteurs privé et public. Ce Cadre de politique met l'accent sur les progrès des infrastructures et de l'écosystème, le financement et les incitations, les compétences et le capital humain, la technologie et les normes, ainsi que sur le

renforcement de la capacité des PME à passer à l'Industrie 4.0. L'octroi de 245 millions de ringgit de subventions de contrepartie au titre du Fonds stratégique d'investissement intérieur permettra également de moderniser les installations manufacturières intelligentes qui constituent une dimension importante de l'Industrie 4.0.

7.3. Aujourd'hui, la question des délais est encore plus essentielle car la Malaisie s'engage dans la dernière ligne droite pour devenir un pays à revenu élevé d'ici à 2020, en particulier grâce à la réalisation des initiatives de son onzième Plan et du NEM. Si d'importants progrès ont été réalisés, le gouvernement assurera un suivi continu et prendra des mesures pour atteindre les objectifs fixés.

7.4. Pour que la Malaisie figure parmi les 20 premières nations en termes de développement économique, de progrès social et d'innovation dans les 30 prochaines années, le gouvernement a introduit le programme Transformasi Nasional 2050 (2021-2050), ou TN50, en janvier 2017. Le TN50 adopte une approche inclusive et consultative qui met l'accent sur une collaboration collective entre tous les segments de la société dans le cadre d'un processus participatif ascendant. Il s'agit de la caractéristique principale du programme TN50, en ce qu'il est élaboré par le peuple, pour le peuple. Tous les ministères déploient de vastes efforts de dialogue pour s'assurer qu'aucune piste n'est négligée, afin de collecter les aspirations et les contributions des citoyens et de façonner le programme TN50 avec des objectifs clairs et mesurables. Le document d'orientation du programme TN50 devrait être présenté en septembre 2018.
